

Kairos

JOURNAL AGRICULTEUR • POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

Hors-série

ALERTE PAYSANNE !

ALERTE PAYSANNE !

AGRICULTURE, IMPASSE
PRODUCTIVISTE ET PISTES
DE SOLUTIONS

NOUVELLES MENACES
SUR LES SEMENCES

OGM: PROCÈS POLITIQUES
ET RISQUES SANITAIRES
NORMES SANITAIRES CONTRE
LES PETITS PRODUCTEURS
SAUVONS LES SOLS!

AVEC NOTAMMENT LES
CONTRIBUTIONS DE:

PROFESSEUR G.-E. SÉRALINI
GUY KASTLER, RÉSEAU
SEMENCES PAYSANNES
OLIVIER DE SCHUTTER,
RAPPORTEUR SPÉCIAL ONU
SYNDICATS MAP ET FUGÉA



Illustration: Lucy Watts

Kairos

Editeur responsable: Jean-Baptiste Godinot / asbl Respire — rue Joseph Coosemans, 32, 1030 Bruxelles

INTRODUCTION: ALERTE PAYSANNE!

Trois repas équilibrés et variés par jour. C'est ce qu'il faudrait manger quotidiennement pour sustenter adéquatement l'organisme humain. Cela nous semble tout bête, et d'ailleurs acquis. Mais l'est-ce vraiment? Il fut un temps, pas si loin de nous, où la presque totalité de la population était aux champs, à moins qu'elle ne fut au potager. Les paysans produisaient la nourriture. L'autoproduction familiale était alors commune et les fermes nombreuses. La situation s'est presque inversée, et nos pays « développés » ne comptent plus que quelques maigres pourcentages de leur population active dans l'agriculture. C'est un modèle de société tout à fait nouveau. Est-il solide? Que s'est-il passé? Et que se passe-t-il en ce moment même?

RÉVOLUTION INDUSTRIELLE ENTRE CHAMPS ET VILLES

La révolution industrielle a accompagné la privatisation des terres et de leurs usages par les « enclosures » qui dressent des clôtures autour des terres. Les « propriétaires fonciers », chose nouvelle, s'arrogent des droits d'accès à la terre, tandis que les travailleurs des champs y perdent de l'autonomie. Dans le même temps, les usines pullulent dans les villes, qui sont agrandies à la hussarde pour héberger la main d'œuvre nécessaire au grand œuvre de la Production qui libérera le genre humain. Cette main d'œuvre vient des campagnes, de quelles villes aurait-elle pu provenir? Les travailleurs de la Révolution Industrielle sont donc des paysans sans terre attirés par les sirènes de la ville, lorsqu'ils n'y ont pas été poussés par la nécessité. Le développement des villes produit des citadins qui en viennent progressivement à ne plus avoir de lien avec la production agricole. Cela devient d'autant plus vrai avec le temps que les porcs, lapins et poules qui engraisent dans les cours intérieures d'immeubles sont bientôt relégués hors des villes, les problèmes de saturation de leurs déjections devenant ingérable. La ville se densifie, les parcelles de potagers s'amenuisent à leur tour et aujourd'hui, les grandes villes qui concentrent plus de la moitié de la population mondiale sont « hors-sol » et « désagriculturées ».

Cette césure ville/campagne et la réorganisation de la production agricole qui s'ensuit ne constitue que l'un des ferments du productivisme agricole, qui va devenir conquérant au sortir de la deuxième guerre mondiale. La seconde conflagration mondiale laisse les campagnes occidentales dévastées et déséquipées, la disette a durement frappé pendant 39-45. La reconstruction de l'Europe, poussée par le plan Marshall des États-Unis, est aussi celle de nos campagnes, qui doivent devenir des lieux de progrès, et permettre de nourrir toute la population à un

prix abordable. Les tracteurs, dont la technologie est dérivée des chars d'assauts, arrivent d'outre-atlantique, en même temps que les pesticides, issus de la chimie de la guerre, et que les engrais industriels. La mécanisation de l'agriculture est un changement fondamental dans le mode de production, qui bouleverse l'équilibre traditionnel des villages. Et un tracteur coûte, cher: pour le rembourser, il faut produire plus. Le cycle d'endettement des paysans, de concentration des terres, de course à la productivité commence. Il se trouve bétonné dans la Politique Agricole Commune conclue en 1962, qui organise par la loi le productivisme agricole.

IMPASSE PRODUCTIVISTE

Depuis, la course en avant n'a cessé de s'accélérer, et si la PAC avait effectivement permis d'organiser une agriculture capable de nourrir l'ensemble de l'Europe, les « effets pervers » qui sont en réalité des effets qui découlent logiquement de la nature de ce mode de production, se font désormais crûment sentir.

L'agriculture intensive pèse lourdement sur la planète, sur les paysans, et sur les consommateurs. Les paysans absorbés par ce système qui, très largement, leur a été « vendu » d'en haut à force de démarchages, d'incitations en tous genres et de pressions notamment financières, sont souvent forcés de se transformer en « exploitants agricoles » lorsqu'ils ne sont pas réduits comme dans l'élevage intensif à engraisser des bêtes en usines. Les consommateurs quant à eux mangent des produits dont les goûts sont terriblement affadis et la qualité de plus en plus médiocre. Les traces de polluants chimiques sont si nombreuses dans l'alimentation industrielle, que de nombreux experts tirent la sonnette d'alarme: les corps sont intoxiqués.

Avec le renchérissement inévitable des prix du pétrole et la concentration des terres dans les mains de mégapropriétaires-spéculateurs, la capacité du système agricole de nourrir la population semble compromise: cela va devenir de plus en plus cher, et il y a de moins en moins de paysans.

On arrête tout et on recommence, autrement?

De plus en plus de bonnes volontés se font entendre en ce sens, notamment du côté des « petits producteurs », des syndicats proches de l'agriculture paysanne, mais également des « consom'acteurs » qui développement des liens avec ceux qui les nourrissent. L'espoir est bien là, il est fertile.

NOUVEAUX DÉFIS ET VOIES DE SORTIES

Mais dans le même temps, les attaques productivistes prennent de nouvelles formes, dont la dangerosité appelle notre plus grande attention. Dans ce dossier, nous nous sommes attardés sur quatre enjeux particuliers : les semences, les OGM, les normes sanitaires et le sol.

Les grandes industries semencières développent des projets hallucinants, qui menacent directement la souveraineté alimentaire des peuples. La révision actuelle d'un paquet législatif européen sur les semences est lourd de menace pour tous les paysans du monde qui pourraient ne plus avoir accès aux semences traditionnelles. Les OGM, qui génèrent une opposition citoyenne exemplaire, jouent un rôle particulier puisqu'ils constituent une attaque frontale de la biodiversité en même temps qu'un danger sanitaire dont on commence à peine à prendre la mesure, tant l'opacité est la règle qui sous-tend ces technologies. On retrouve les mêmes logiques de domination dans l'application des normes sanitaires par l'AFSCA en Belgique, dont les règlements sont taillés sur mesure pour l'agroindustrie, au point même de devenir un obstacle pour les « petits producteurs » qui souvent ne peuvent faire face aux impératifs hygiénistes inadaptés à la nature de leur travail et de leur production. Le sol, enfin, n'est pas une simple ressource: c'est le début et la fin de la vie, le fondement de toute civilisation. L'agriculture intensive le détruit, ce qui témoigne de l'impasse que constitue ce modèle-là.

Ces quatre enjeux sont abordés après qu'a été dressé un tableau général de la situation de l'agriculture en Belgique. Puis, deux rencontres de paysans permettent de mieux saisir les difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs de la terre, les espoirs qui les habitent, les tensions qui traversent la profession. Comme solutions à la crise du productivisme en agriculture, trois voies sont envisagées: l'agriculture urbaine, qui reprend des couleurs et permet notamment de relier les citadins avec la terre dont ils sont eux-aussi issus; l'agroécologie, comme une solution à la malnutrition, la malproduction et la malconsommation dans le monde, ailleurs comme ici; et l'agriculture paysanne, qui est un autre nom pour une approche similaire, et qui est un mode de vie plus qu'un simple mode de production.

Le dossier est ouvert et clos par la voix de représentants de syndicats paysans belges, manière de positionner notre point de vue dans l'alternative vivante.

Bonne lecture.

L'AGRICULTURE EN BELGIQUE AUJOURD'HUI: CONSTATS, DÉFIS ET SOLUTIONS

CONSTATS: ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE AU SENS PHYSIQUE, DÉMOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE

Le secteur agricole belge a perdu 63% de ses exploitations agricoles entre 1980 et 2010. Durant 30 ans, en Wallonie comme en Flandre, la baisse continue du nombre d'exploitations était de 3,4%/an en moyenne. Cela représente 41 fermes qui disparaissent en moyenne chaque semaine en Belgique. En 2011, le nombre d'exploitations du pays n'atteignait même pas 40 000, contre environ 114 000 en 1980 ! Dans le même temps, la superficie moyenne par exploitation a, quant à elle, plus que doublée alors que le nombre d'agriculteurs a diminué de 56%. Parallèlement, la main d'œuvre occupée dans les activités agricoles s'est réduite de 45 %. Cette diminution importante de main d'œuvre est le résultat de la diminution du nombre de fermes mais également de la mécanisation très importante des surfaces agricoles et de la recherche de la limitation des coûts de production. Les charges sociales sur les salaires limitent l'engagement d'ouvriers agricoles par les exploitants qui préfèrent engager au noir en pleine saison lorsque les besoins en main d'œuvre sont les plus importants.

mondial. Suite aux accords de l'OMC signés à Marrakech en 1994, ayant entraîné l'alignement des prix dans les États membres de l'UE sur les prix mondiaux, les produits agricoles ont été mis sur le même pied que les autres biens industriels marchands dont la commercialisation a été libéralisée par une suppression du contrôle des prix et des volumes de production ainsi que des barrières tarifaires.

Le productivisme mis en place par la PAC dès 1962, a poussé les agriculteurs à produire toujours plus pour l'autosuffisance d'abord, pour être compétitif sur le marché mondial ensuite. Mais de façon globale, cette hausse de l'offre de produits a engendré une baisse des prix. Actuellement, l'absence de véritables règles de régulation des marchés et du commerce et la fin de la « préférence communautaire », mécanisme de protection de la production du marché intérieur européen, empêche d'avoir des prix rémunérateurs pour les producteurs. La situation de surproduction et la spéculation sur les marchés mondiaux mettent en concurrence des produits n'ayant pas nécessité les mêmes moyens de production (coûts) et n'ayant pas été soumis aux mêmes règles environnementales et sanitaires. L'absence de transparence au niveau de la répartition des marges bénéficiaires tout au long de la chaîne de production alimentaire permet égale-

ment aux producteurs qui s'agrandissent inexorablement.

La superficie consacrée à l'agriculture en Belgique se situe à hauteur de 50% du territoire (agriculture et prairies permanentes). Les terres agricoles occupent la majeure partie de la superficie du pays. Au cours des 30 dernières années, la SAU (surface agricole utile) est restée plutôt stable et se situe entre 1,3 et 1,4 millions d'ha. Cependant, d'année en année, on observe une progression de la superficie bâtie qui entre en concurrence avec l'activité agricole, surtout en

41 fermes disparaissent en moyenne chaque semaine en Belgique. En 2011, le nombre d'exploitations du pays n'atteignait même pas 40 000, contre environ 114 000 en 1980

Flandre où la densité de population est très forte. Cette pression sur le foncier a entraîné la multiplication par 4 en moyenne du prix de la terre en 30 ans. En comparaison avec la valeur foncière dans l'Union européenne, le prix des terres en Belgique se situe à 170% de la moyenne. Le prix moyen de la terre en Belgique se situe entre 20 000 et 25 000€/ha mais peut s'élever jusqu'à 40 000 voire 50 000€/ha, selon les régions agricoles et la qualité de la terre. Sans compter l'enveloppe sous la table, également appelée « chapeau » (généralement comprise entre 5 000 et 10 000€/ha),... Vu la forte concurrence pour l'accès à la terre, c'est le plus offrant qui remporte la mise ! En Wallonie, les agriculteurs ne possèdent que 30% des terres qu'ils exploitent, ce qui signifie que 70% des terres sont sous bail à ferme (en location). Lors de la cession du bail, le fermier reprenneur est également soumis à la pratique du « chapeau » qu'il paie au fermier sortant ou au propriétaire comme prix de la cession du bail.

Le rachat des terres pour être destinées à d'autres activités économiques et le placement d'importants capitaux dans le foncier, entraîne une spéculation importante sur la terre agricole et accroît le phénomène de concentration des fermes. Cette spéculation rend toujours plus difficile la reprise agricole. Le nombre d'agriculteurs ayant moins de 35 ans aujourd'hui n'atteint que 5% du nombre total en Région wallonne. En Belgique, seuls 16% des agriculteurs de plus de 55 ans déclarent avoir un successeur... Le manque d'attractivité de la profession et de perspective financière de l'activité entraîne une perte d'intérêt chez les jeunes qui n'y voit qu'un métier qui ne permet plus de gagner sa vie.

Le modèle agricole actuel se caractérise par la spécialisation, tant au niveau de l'élevage que de la culture. Les fermes mixtes assurant un équi-



Illustration: Alex De Mobb

Triste constat que d'assister à une concentration de l'activité et des moyens de production agricoles dans des fermes toujours plus grandes !

Cette diminution du nombre d'exploitations et d'agriculteurs n'est pas isolée et ce phénomène est observé dans toute l'Union européenne. Après 50 ans de politique agricole commune, on a assisté à l'élimination de 80% des agriculteurs dans l'Union. Les causes de cette évolution sont structurelles : la logique productiviste menée par une politique ultralibérale et la mise en compétition de l'agriculture européenne sur le marché

ment aux intermédiaires (transformateurs – distributeurs) de faire pression sur les prix payés aux agriculteurs. Il faut aujourd'hui donner à ces derniers un véritable poids dans la négociation face à l'industrie, notamment via les organisations de producteurs.

Aujourd'hui, beaucoup d'agriculteurs ont fait de gros investissements et sont prisonniers du système. Le surendettement dans des fermes suréquipées est à l'origine de nombreuses faillites et de l'abandon de la profession pour certains. N'étant plus suffisamment compétitifs, ils disparaissent et leurs terres sont récupérées par les

libre entre productions végétales et animales ont été supplantées par les fermes spécialisées. L'élevage est de moins en moins lié à la terre (hors sol) et les monocultures se sont fortement développées (céréales, grandes cultures). Malheureusement, les régions hyperspécialisées basées sur une seule production deviennent rapidement vulnérables. La région herbagère de Liège, par exemple, spécialisée dans la production laitière, est fort tributaire des fluctuations du prix du lait. Les abandons et le découragement à la reprise sont très fréquents. Le secteur de l'élevage en général connaît de nombreux abandons liés aux coûts de production trop élevés (main d'œuvre, aliments, frais vétérinaires,...), le prix de vente des produits ne permettant pas de couvrir ces coûts.

Par ailleurs, les normes sanitaires toujours plus contraignantes posent des problèmes de mise aux normes ou d'installation pour les petits producteurs et artisans – transformateurs. Le coût des intrants (engrais, produits phytosanitaires, semences) également liés au coût du pétrole, ne cesse d'augmenter et augmente les coûts de production. Les choix politiques et les accords économiques entre l'Union européenne et les pays tiers ont entraîné une grande dépendance des agriculteurs européens, notamment aux protéines importées (soja) moins chères car détaxées. Aujourd'hui, l'Union européenne est dépendante à 70% des importations de soja pour l'alimentation du bétail !

Si des mesures ne sont pas prises aujourd'hui au niveau global, il n'y aura pas de perspectives d'amélioration pour le secteur et l'agriculture familiale est menacée à terme. Le modèle actuel n'est pas durable et il faut réagir pour inverser la tendance.

DÉFIS: INVERSER LA TENDANCE ACTUELLE ET CHANGER LE MODÈLE AGRICOLE DOMINANT

La réforme de la Politique Agricole Commune de l'après-2013 est en cours. Les négociations actuelles entre les institutions européennes devraient réorienter la PAC pour atteindre 3 objectifs : assurer une production alimentaire saine et de qualité, préserver les ressources naturelles et l'environnement, développer les territoires ruraux de façon harmonisée.

La nouvelle PAC doit permettre l'ancrage de l'agriculture paysanne durable comme modèle dominant sur le territoire de l'Union européenne. Pour cela, la réforme doit aller dans le sens d'une PAC plus solidaire et plus juste. La nouvelle clé de répartition des paiements directs doit assurer ce rééquilibrage. Une PAC solidaire permettra à de nombreux paysans correctement rémunérés de produire une alimentation variée, de qualité et en quantité suffisante pour garantir la souveraineté alimentaire de l'Europe, dans le respect des paysans des pays tiers.

Une agriculture diversifiée et des pratiques agro-nomiques respectueuses de l'environnement assureront la résilience des agroécosystèmes et la fourniture d'une alimentation saine et variée.

L'objectif de préservation des ressources naturelles et de maintien de la biodiversité doit aboutir à l'instauration d'un maillage spatial écologique, bénéfique en termes de maintien de la biodiversité, formant une trame écologique continue sur le territoire de l'UE. La biodiversité est un facteur de production à part entière, les éléments du paysage (haies, bosquets, mares, terrasses, bandes enherbées,...) ont un rôle régulateur et il est essentiel de préserver et de réinstaurer ces infrastructures agro-écologiques. Les monocultures, épuisant les ressources du sol et vulnérables face aux maladies et ravageurs, doivent faire place à plus de diversité culturelle. Des pratiques telles que l'agro-écologie et l'agroforesterie ayant déjà fait leurs preuves en terme de réduction d'impact sur l'environnement doivent être considérées comme des pratiques innovantes et bénéficiant des financements de l'UE en tant que telles.

La politique de développement rural doit assurer une meilleure répartition des agriculteurs sur le territoire européen dans son ensemble et éviter l'hyperspécialisation des zones productives et la désertification des zones défavorisées. La PAC doit être un instrument de création d'emplois en

Si des mesures ne sont pas prises aujourd'hui au niveau global, il n'y aura pas de perspectives d'amélioration pour le secteur et l'agriculture familiale est menacée à terme. Le modèle actuel n'est pas durable et il faut réagir pour inverser la tendance

milieu rural et de développement des infrastructures nécessaires à la vie dans ces régions. L'approche des programmes « LEADER » utilisant les savoirs locaux doit être favorisée afin d'utiliser au mieux les connaissances et les pratiques locales bien adaptées à chaque milieu naturel.

SOLUTIONS : CHANGEMENT DES PRATIQUES - AGRICULTURE PAYSANNE ET AUTONOMIE À LA FERME

En tant que représentant de la profession agricole, la FUGEA souhaite donner une nouvelle impulsion au secteur. Notre mouvement paysan et de jeunesse veut promouvoir l'agriculture paysanne à taille humaine et respectueuse de l'environnement. La formation à l'installation en agriculture que nous mettons en œuvre va dans ce sens.

La politique d'installation en agriculture joue un rôle déterminant. Il faut créer de bonnes conditions pour permettre aux enfants d'agriculteurs mais également aux néo-ruraux de s'installer et de faire face à la problématique décrite plus

haut. L'activité agricole est une opportunité pour de nombreux travailleurs qui voudraient se reconverter dans le contexte de crise actuelle de l'emploi.

Il faut aujourd'hui soutenir les politiques agricoles qui défendent l'agriculture paysanne autonome et l'agriculture durable multifonctionnelle. Ces modèles peuvent apporter une solution aux problèmes de revenus des exploitations agricoles par la diversification des productions et des activités développées et par la vente directe des produits à la ferme ou en circuit-court des productions locales ou régionales. Les pratiques de l'agro-écologie, l'agriculture urbaine ou le concept des ceintures vertes, rapprochant le consommateur du producteur, font également parties des solutions.

L'autonomie globale (fourragère, en protéines et en énergie) au niveau de la ferme est à rechercher afin de rendre les agriculteurs indépendants du système agro-industriel. L'autonomie en fourrage passe par une meilleure gestion des prairies et une bonne valorisation des aliments et fourrages produits à la ferme. Combinée à la recherche d'une autonomie au niveau protéique, elle fait partie des clés pour une plus grande indépendance des agriculteurs au marché mondial. Les économies et la production d'énergie au niveau de la ferme vont rendre les systèmes de production moins dépendants des hydrocarbures. Concernant l'autonomie fourragère, un groupe de travail a déjà été mis en place dans le Hainaut. Les agriculteurs participant aux réunions et séances d'information organisées par la FUGEA sont toujours plus nombreux et manifestent un grand intérêt à échanger leurs connaissances et leurs bonnes pratiques.

C'est par la réflexion, la sensibilisation et la formation que nous essayons de transmettre le message en travaillant directement avec les différents acteurs et piliers de la société (agriculteurs, citoyens, politiques, ONG, consommateurs,...). Nous souhaitons être partie prenante d'une économie solidaire qui pourrait apporter des solutions à la crise actuelle.

Valérie Op de beeck, attachée politique à la FUGEA

NON AUX LOIS MONSANTO !

POURQUOI LES SEMENCES INDUSTRIELLES SONT-ELLES TOXIQUES ?

Au-delà de la toxicité directe des nouveaux OGM ou des blés aux glutens indigestes, c'est aussi parce qu'aucune de ces semences industrielles n'est capable de pousser et de s'adapter aux changements climatiques sans engrais et pesticides toxiques, ni sans confisquer pour elles seules toute l'eau disponible. La fabrication de ces intrants chimiques consomme plus d'énergie fossile, surtout du pétrole, que ce que les plantes qu'ils font pousser peuvent ensuite fixer à partir de l'énergie solaire. Ces semences toxiques vendues au prétexte de s'adapter aux changements climatiques sont les premières à réchauffer la planète et à polluer l'environnement. A l'inverse, les semences paysannes soigneusement sélectionnées dans chaque champ par les paysans sont seules à même de s'y adapter sans intrants chimiques, tout en conservant dans le sol l'énergie de la photosynthèse sous forme de carbone enfoui dans l'humus.

des « hybrides F1 » : les paysans ne peuvent pas réutiliser leur récolte comme semences. Pour l'autre moitié, les lois du COV d'avant 1991³ toléraient les semences de ferme⁴ et paysannes. Ces lois ne s'appliquaient qu'à l'agriculture commerciale et non aux semences de ferme, ni aux semences destinées à la culture pour l'auto-consommation et à l'agriculture vivrière locale.

Mais avec les OGM, puis les nouvelles technologies génétiques, est arrivé le brevet. Le brevet permet l'appropriation des gènes et des caractères des plantes. Il permet l'appropriation par l'industrie de toute plante contenant le gène et/ou exprimant le caractère breveté, qu'elle soit issue de la reproduction des semences brevetées ou de contaminations génétiques de semences conventionnelles ou paysannes. Car les brevets se disséminent partout avec le vent, les insectes, les oiseaux... qui transportent des pollens et des graines contenant des gènes brevetés. Avec une simple analyse peu onéreuse, le propriétaire du brevet sait tout de suite si les marqueurs génétiques ou moléculaires de son gène breveté se trouvent dans le champ d'un paysan ou dans les semences de ses concurrents : s'il localise un gène dont il a le brevet, il peut faire valoir ses droits sur la récolte ou les semences de ses concurrents.

QUELS SONT LES ENJEUX ?

Les trois quarts de la nourriture mondiale sont produits localement par l'agriculture paysanne vivrière, seul un quart vient de l'agriculture industrielle destinée au marché global. Les petits paysans qui nourrissent ainsi le monde n'ont pas d'argent pour acheter les semences de l'industrie, ni les grosses machines, les engrais, les pesticides et souvent l'accès à l'eau indispensables à leur culture. C'est pourquoi l'industrie des semences s'est intéressée d'abord aux 10 % des paysans qui, dans le monde, utilisent des machines et prioritairement aux 2% utilisant des machines motorisées. Si cette industrie ne vend rien à l'agriculture paysanne vivrière, en revanche celle-ci lui a fourni gratuitement toutes les semences sélectionnées et entretenues par des centaines de générations de paysans et qui sont à la base de toutes les sélections industrielles. Les semences paysannes sont ainsi devenues les « ressources phylogénétiques » de l'industrie. Pour garantir son accès libre à cette ressource qui lui est indispensable, elle les a baptisées le « patrimoine commun de l'humanité ». Dans le même temps, elle a imposé plusieurs réglementations (les lois du catalogue, de la certification, du Certificat d'Obtention Végétale (COV) et du brevet) pour limiter l'accès des paysans à leurs propres semences. Avant de les faire disparaître des champs, elle a collecté toutes ces semences paysannes, puis les a enfermées dans les congélateurs de ses banques de gènes où elles sont devenues « le patrimoine commun exclusif de l'industrie des semences ».

Aujourd'hui, l'industrie estime que cette collecte touche à sa fin et elle a décidé de franchir un nouveau pas vers la réalisation de son projet d'éradication définitive des semences paysannes. Tout comme les paysans sont chassés de leurs terres pour laisser la place aux sociétés d'investissement qui généralisent les cultures d'exportation pour le marché global, les semences paysannes sont chassées hors des champs pour laisser la place aux OGM, aux hybrides F1 non reproductibles et aux autres semences toxiques.



Illustration: Nerdige Guichard

AVEC LES LOIS ?

Les lois du catalogue et de la certification interdisent la commercialisation et l'échange des semences paysannes restées comme tout être vivant diversifiées et évolutives pour favoriser leur adaptation sans cesse renouvelée à la diversité des terroirs et aux évolutions des climats et des besoins humains. Les lois n'autorisent que les semences industrielles homogénéisées et stabilisées pour s'adapter partout aux mêmes intrants chimiques. Ces semences industrielles appartiennent pour la plupart à des variétés protégées par des Certificats d'Obtention végétales (COV), qui doivent être elles aussi totalement homogènes et stables⁵. La moitié d'entre elles sont

De facto, il dispose désormais de l'outil technique indispensable pour interdire toutes les semences de ferme et s'approprier toutes les semences paysannes du monde. Une poignée de multinationales peut ainsi décider quel peuple aura des semences pour produire sa nourriture et quel autre peuple n'en aura pas. Cette atteinte au droit à l'alimentation est une atteinte inacceptable à la souveraineté alimentaire et politique des peuples.

C'EST QUOI L' « UPOV 91 » ?

C'est le cumul de deux titres de propriété sur chaque semence : un COV sur la variété + un brevet sur chacune des plantes de la variété. C'est

aussi la transformation progressive du COV en brevet. Avant 91, la variété protégée par un COV était totalement libre d'accès pour en sélectionner une autre. Désormais, la protection du COV s'étend à la « variété essentiellement dérivée » (VED) de la variété protégée : cette extension organise le partage des droits de licence entre le titulaire du COV sur la variété et le titulaire du brevet sur les gènes ou les caractères des plantes de la même variété. Un autre changement concerne les semences de ferme qui sont interdites par le brevet. Pour ne pas être de reste, les COV en font désormais des « contrefaçons », interdites ou soumises au paiement de royalties à l'obteneur¹.

Cette convention UPOV 91 a été transcrite dans un règlement européen dès 1994, mais les paysans ont refusé d'obéir : au nom de quelle légitimité seraient-ils privés de l'accès à leurs propres semences, ou devraient-ils payer des royalties à l'industrie pour les réutiliser, alors que celle-ci n'a jamais rien payé pour prendre leurs semences afin de sélectionner les siennes ? En dehors de quelques exceptions, aucun obtenteur n'a pu prouver, à un coût proportionnel aux royalties espérées, que c'est sa variété et non une autre qui est à l'origine des semences de ferme utilisées par un paysan. Pas de preuve, pas de royalties, pas d'interdiction des semences de ferme.

De leur côté, les peuples européens ont refusé les OGM. Sans OGM, pas de gènes brevetés faciles à identifier dans les champs pour exiger les royalties ou interdire les semences de ferme. Mais aujourd'hui, de nouvelles semences brevetées arrivent sur le marché : les OGM cachés. Elles ne sont pas transgéniques, elles ne sont pas étiquetées, les consommateurs européens ne peuvent donc pas les reconnaître pour les refuser. Leurs gènes sont mutés, caractérisés par marqueurs moléculaires et brevetés. Ce sont aussi des semences toxiques : la plupart d'entre elles sont tolérantes à un herbicide ! Depuis la fin des années 2010, l'industrie dissémine massivement ces gènes brevetés cachés dans les champs européens : tournesols, colza, maïs, demain les blés... Désormais, Monsanto, Syngenta et les autres multinationales brevetent aussi des gènes « climats » ou « nutritionnels »⁶ qui existent déjà dans nos plantes et nos champs. Pour ces multinationales, le temps est venu d'interdire toute semence paysanne.

TUER DANS L'ŒUF LA RENAISSANCE EUROPÉENNE DES SEMENCES PAYSANNES

En Europe de l'ouest et en France, l'agriculture vivrière locale a presque totalement disparu et avec elle la plupart des semences paysannes. Seuls les jardiniers amateurs ont conservé de nombreuses variétés anciennes de légumes et d'arbres fruitiers. La propagande de l'industrie voudrait nous faire croire qu'il ne s'agit que d'un nouveau loisir consistant à cultiver trois tomates sur les balcons bourgeois des capitales européennes. Les millions de petits paysans des pays de l'Est récemment entrés dans l'Union européenne ne cultivent pas pour occuper leurs loisirs, ni pour exporter sur le marché global, mais pour l'alimentation locale. Ils sont aujourd'hui rejoints par les populations irlandaises, grecques, espagnoles, portugaises... jetées à la rue par la crise financière et qui occupent des terres abandonnées pour se nourrir. Depuis dix ans, de plus en plus de paysans de l'ouest européen ont

aussi décidé de recommencer à sélectionner et à produire eux-mêmes leurs propres semences. Ils veulent abandonner les produits chimiques indispensables aux semences industrielles et être sûrs de ne pas acheter des OGM. En France, plusieurs milliers d'entre eux sont aujourd'hui regroupés aux seins des organisations membres du Réseau Semences Paysannes.

Depuis 10 ans aussi, l'industrie française a engagé la guerre contre la vente de « semences anciennes » non inscrites au catalogue, en visant notamment Kokopelli. En créant la confusion entre semences anciennes et jardinage amateur, sa propagande tente de faire croire qu'il est interdit de vendre pour l'autoconsommation des semences de variétés non inscrites, ou que les paysans n'ont pas le même droit que les sélectionneurs industriels d'échanger des semences de variétés non inscrites pour leurs propres sélections ou pour la conservation et le renouvellement de leurs variétés locales. C'est un énorme mensonge, ce droit est encore inscrit dans nos lois qui ne s'appliquent qu'à la vente de semences destinées à « une exploitation commerciale ». Nous devons défendre ce droit. Nos droits sont en effet comme la liberté de la presse : ils ne s'usent que lorsqu'on ne s'en sert pas !

Cette propagande de l'industrie n'a qu'un seul but : désamorcer toute contestation des nouvelles lois sur les semences qu'elle tente aujourd'hui d'imposer en Europe. Un nouveau règlement est en effet en discussion pour étendre l'obligation de respecter la réglementation semences au jardinage amateur et à l'agriculture vivrière, ce que n'a jamais fait aucune loi semencière au monde. Pour convaincre une opinion de plus en plus méfiante, ce projet promet de simplifier l'enregistrement des variétés anciennes dites « de conservation ». Les semences anciennes sont certes un trésor de diversité inestimable pour démarrer de nouvelles sélections. Mais un grand nombre d'entre elles ne sont plus adaptées aux conditions actuelles. Les semences paysannes d'aujourd'hui et de demain ne sont pas plus anciennes que les conditions climatiques et les méthodes de culture actuelles ou à venir : chaque année, les paysans font évoluer leurs variétés pour les adapter aux évolutions des conditions environnementales et de culture, pour découvrir de nouveaux goûts, pour améliorer leurs caractères nutritionnels...

De plus, la simplification proposée n'est qu'apparente puisque le nouveau règlement impose pour toute commercialisation la définition de la variété de l'UPOV qui exclut les variétés « populations » paysannes. Aussi « simplifiés » soient-ils, le coût, la bureaucratie et les normes d'enregistrement au catalogue feront ainsi disparaître les dizaines de milliers de variétés paysannes anciennes et nouvelles qui garantissent l'existence des agricultures paysannes et biologiques débarrassées des intrants toxiques, mais aussi le droit à l'alimentation des populations européennes plus pauvres. En dehors de quelques niches bien gardées, seules les semences protégées par des COV et des brevets pourront être commercialisées pendant que la dissémination de gènes brevetés envahira les dernières semences paysannes.

En effet, de nouvelles obligations apparaissent avec cette réglementation : tous les paysans qui produisent leurs semences seront obligés de déclarer leur activité aux autorités et d'enregis-

trer tous leurs achats ou échanges de semences. Au nom de la lutte contre les contre-façons, les autorités pourront communiquer cette liste aux obtenteurs qui n'auront plus qu'à venir réclamer leurs royalties à ces paysans, ou poursuivre ceux qui auront utilisé des semences de ferme interdites. Le nouveau règlement vise aussi à imposer aux paysans et aux petits artisans semenciers des normes industrielles de « sécurité sanitaire » et de biosécurité totalement hors de leur portée : aucun paysan ni aucun petit artisan semencier ne pourra analyser chaque lot de semences pour vérifier l'absence de tout pathogène réglementé ou d'OGM. Ces nouvelles obligations « d'auto-contrôle sous contrôle officiel » obligeront les paysans à acheter des semences industrielles s'ils ne veulent pas être poursuivis pour non respect des normes sanitaires et de biosécurité. Elles pousseront aussi les petits artisans semenciers vers la faillite.

Et pour faciliter la collecte des semences paysannes encore « en liberté » malgré toutes ces contraintes, le nouveau règlement n'autorise leur culture que sous la surveillance des banques de gène. Un tel leurre est inacceptable : ce sont les paysans qui doivent surveiller les banques de gènes, ne serait-ce que pour y interdire tout OGM, et non l'inverse !

RECONNAÎTRE ET PROTÉGER LES DROITS COLLECTIFS DES PAYSANS SUR LEURS SEMENCES

Si elle est appliquée en Europe, une telle réforme tuera dans l'œuf la renaissance des semences paysannes et généralisera les semences brevetées en quelques années. Étendue à l'échelle de la planète, elle vise directement les millions de petits paysans qui résistent aux accaparements de terre : sans les semences paysannes, ils ne pourront plus se nourrir et laisseront la place aux cultures industrielles. C'est pourquoi les peuples européens doivent la refuser et imposer à la place une loi de protection des droits des paysans d'utiliser, d'échanger et de vendre leurs propres semences, et de les protéger des OGM, des brevets et de la biopiraterie. Non seulement pour eux, mais pour tous les paysans du monde.

Guy Kastler, délégué général du Réseau Semences Paysannes, le 20 janvier 2013.

www.semencespaysannes.org

¹ Organisation régionale Africaine de la Propriété Intellectuelle

² « Homogène », c'est-à-dire constituée de plantes identiques, et « stables », c'est-à-dire « si chaque lot de semences commercialisées produit des plantes présentant les mêmes caractéristiques que celles décrites au moment de l'homologation de la variété.

³ Ou d'avant 1970 pour la France toujours en avance contre les droits des paysans

⁴ Semences de ferme: semences reproduites à la ferme à partir d'une variété commerciale. / Semences paysanne: semences sélectionnées et multipliées par des agriculteurs

⁵ L'obteneur est le détenteur d'un droit de propriété intellectuelle sur une variété végétale... Ce sont le plus souvent des semenciers comme Monsanto, Syngenta, BASF, etc. mais également des laboratoires, des spin-off d'universités, des petites entreprises plus locales, etc.

⁶ Gènes auxquels on accorde un rôle dans l'adaptation aux changements climatiques, à la sécheresse... ou dans les qualités nutritionnelles des plantes.

LES PATATES DE WETTEREN

Le 4 mars 2011, les ministres fédéraux Paul Magnette (Energie et Environnement) et Laurette Onkelinx (Santé) ont approuvé l'essai en champs des patates génétiquement modifiées à Wetteren mené conjointement par l'Université de Gand, l'Institut Flamand de Biotechnologie (VIB), l'école supérieure de Gand, l'Institut pour la recherche en agriculture et pêche (ILVO) et BASF. « On n'arrête pas le progrès » disent les socialistes. « Aucun risque » disent les pro-OGM. Et vogue la galère, pour la terre et notre santé. Affaire pliée ? Avec les brontosaures du boulevard de l'Empereur et les vélociraptors de l'agrobiologie, on eut pu le croire. C'était sans compter ce qui ne se laisse jamais éteindre, ni étouffer, ni mourir : la vie de la conscience humaine.

Retours sur cette affaire pas encore dénouée.

des Faucheurs Volontaires. »

Le VIB réagit à cet appel public en envoyant deux messages distincts : des propos dénigrant le FLM dans la presse, et une invitation à participer à une table ronde. René Custers, « Regulatory & communications manager, VIB », explique dans son email d'invitation que « *Le projet pommes de terre OGM est matière à discussion. Ça, c'est sûr. Il déclenche toute une gamme d'émotions et d'arguments. Et c'est justement ce qui rend ce projet si intéressant. Y a-t-il place pour la nuance dans ce cas, oui ou non?* ».

Le FLM prend à nouveau la plume pour inviter à son tour le VIB « *à une discussion publique autour des essais de pommes de terre OGM* », et enjoindre Monsieur Custers de se joindre à l'ins-

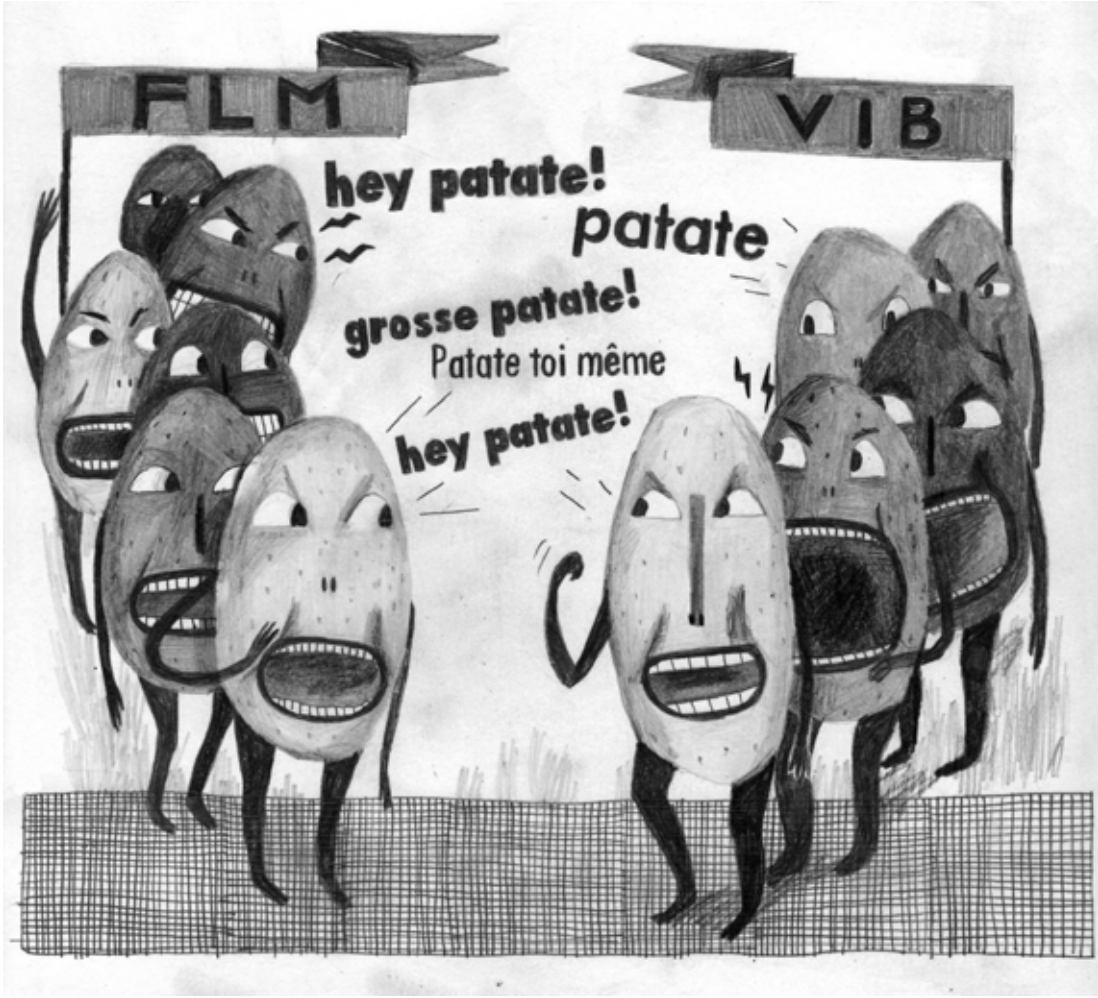


Illustration: Fanny Dreyer

Le Field Liberation Movement (FLM) – le Mouvement de libération des Champs - un « groupe de paysan(ne)s, écologistes et citoyen(ne)s inquiets », publie courant du mois de mars 2011 un communiqué de presse instituant le 29 mai 2011 : « *Journée nationale de désobéissance civile contre les pommes de terres OGM à Wetteren* ». Le FLM explique : « *La majorité des Belges ne veulent pas d'OGM dans leur assiette ou dans les champs. Bruxelles et la Wallonie se sont déclarées « régions libres d'OGM », mais en Flandre il semble que le Ministère de l'Agriculture, les universités et l'agro-industrie collaborent pour mener des essais en plein champ inutiles et risqués* ». Le FLM invite alors tout un chacun « *à libérer un champ de pommes de terre génétiquement modifiées le dimanche après-midi 29 mai 2011 à Wetteren. (...) Le 29 mai 2011 est un grand jour de désobéissance civile, non-violente et amusante, avec un clin d'œil à la tradition française*

pection citoyenne (un « GeneSpotting ») organisée par le FLM le 7 mai 2011. Jokes, une membre du FLM, développe des arguments' interrogeant les pratiques du « consortium de la patate transgénique », et ouvre un échange argumenté, remarquant par exemple que: « *Vous nous proposez de discuter de décisions déjà prises. Vous avez d'ores et déjà décidé de nous imposer l'essai sans tenir compte de nos avis. Lorsque vous plantez vos patates, vous n'êtes pas dans la réflexion mais dans l'action, vous arrêtez de débattre, vous agissez!* ».

Le VIB ne donnera pas suite à ce courrier et n'apportera pas de réponses aux questions soulevées.

Le 29 mai 2011, environ 300 paysans, militants et

Avec tous ces policiers en armures, on se rendait vraiment compte que ces patates sont dangereuses.

citoyens se retrouvent pour protéger nos champs en empêchant l'expérience OGM. La technique de sauvetage choisie consiste à remplacer les patates OGM par de bonnes vieilles patates bio dans le champ. Ce « grand échange de patates » a lieu malgré un dispositif sécuritaire impressionnant : des grillages ont été dressés tout autour du champ, plusieurs dizaines de policiers en équipement complet encerclent le lopin de terre, des fourgonnettes attendent dans les environs.

Cette action de désobéissance civile produit un effet médiatique important et, de ce fait, atteint entièrement son but initial : empêcher l'agrobusiness d'imposer les OGM dans les champs et dans les assiettes comme si de rien n'était, en provoquant un débat public sur l'opportunité de choisir ces technologies.

La réussite est d'autant plus complète que la réaction des pouvoirs publics confirme de manière évidente le caractère non-démocratique et brutal des procédés de l'industrie des OGM: le dispositif policier pour commencer, abondamment montré à la télévision. Avec tous ces policiers en armures, on se rendait vraiment compte que ces patates sont dangereuses.

Ensuite, deux jours après l'action, le ministre-Président de la région flamande, Kris Peeters, déclare à la radio qu'il faut poursuivre les faucheurs pour « association de malfaiteurs ». Faute professionnelle hallucinante, où le ministre (exécutif) dit son droit à la justice (en théorie, indépendante) en indiquant même le chef d'accusation! De commune patatiste, Wetteren commençait à furieusement ressembler à une capitale de république bananière.

Justement, affubler de l'accusation « association de malfaiteurs » des citoyens préoccupés par le bien commun, la santé publique, la qualité de l'agriculture et de l'alimentation notamment, c'était une excellente manière de décrédibiliser à la fois le consortium pro-OGM et ses fidèles serviteurs des pouvoirs publics. Les images des faucheurs, souvent jeunes, agissant à visage découvert, en plein jour, avec des revendications claires et publiques, ont fait le tour des TVs et journaux. Et c'est peu dire qu'entre le terme sombre d'« association de malfaiteurs » et les citoyens festifs, il y avait une abysse, une évidence de « nous sommes les 99% » qui laissait le 1% restant bien seul dans ses costumes pro-OGM.

Comme si ça ne suffisait pas, on apprend alors dans les médias qu'une chercheuse de la KUL, Barbara Van Dyck, a été renvoyée de l'université pour avoir affiché son soutien à cette action, à laquelle elle participait à titre privé. Décidément, la non-violence active a une capacité sidérante de mettre en lumière les dérives des institutions de pouvoir.

« J'étais l'une des porte-paroles du FLM, nous indique Barbara Van Dyck, pas la seule mais l'une de celles qui a parlé à la presse. Je participais en mon nom propre, comme citoyenne. Le top de la KUL a appris qu'une chercheuse de leur université défendait ce qui était perçu par l'établissement comme une action de « violence contre la science ». Suite à cela j'ai eu un entretien avec le rectorat de mon université au cours duquel ils m'ont demandé de me désolidariser de l'action et de présenter mes excuses à mes collègues. Selon eux, il y avait eu une rupture de confiance, dans le sens qu'on ne peut pas être chercheuse et défendre des « actions violentes contre la science ». J'ai souligné qu'il n'était pas question de violence contre la science, mais d'une action politique de désobéissance civile par laquelle on veut mettre la lumière sur quelque chose qui ne va pas dans la société, et en l'occurrence c'est l'impossibilité du débat sur les OGM et la violence structurelle de l'agro-industrie qui les produit. Ce non-débat se voit confirmé par mon expulsion de l'université. Monsieur Séralini est attaqué de toutes parts parce qu'il propose des résultats scientifiques qui ne conviennent pas à l'agro-industrie. On essaye de le décrédibiliser scientifiquement, ainsi que son travail. Ici, c'est tout à fait différent puisque j'ai participé à l'action en tant que citoyenne, pas scientifique. Mais l'employeur a tout de même eu l'idée qu'il pouvait contrôler ce que font ses employé(e)s pendant leur temps libre. Je travaillais dans le domaine de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Je suis ingénieur agronome de formation et les thèmes de l'agriculture et de l'alimentation, c'est quelque chose à quoi je suis fort liée personnellement, mais mon travail à l'université n'était pas lié aux OGM. »

Puis les inculpations arrivent et les « 11 de Wetteren », comme triés sur le volet parmi les dizaines d'activistes ayant procédé au « grand échange de patates », accusés d'association de malfaiteurs, sont convoqués au tribunal de Termonde pour le 15 janvier 2013.

Auparavant, le toujours très actif FLM lance une action de « comparution volontaire », en se basant sur une disposition légale qui permet à un citoyen de demander d'être jugé pour les mêmes faits que d'autres inculpés s'il estime que cela est juste et qu'il en accepte la responsabilité.

A nouveau cette technique non-violente donne des résultats surprenants : les médias font écho de cette nouvelle mobilisation, dont le caractère public et en faveur du bien commun est à nouveau rendu évident. Plus de nonante personnes se portent comparantes volontaires, parmi lesquelles des paysans, des politiciens, des personnes du monde académique, des représentants de diverses associations, des activistes environnementaux, des citoyens concernés, des faucheurs volontaires français.

Le 15 janvier, aux petites heures, 200 personnes se retrouvent devant les marches du tribunal de Termonde. Il fait froid mais les inculpés, les comparants volontaires et leurs soutiens sont venus avec de la musique, des patates bio, et des frites. A nouveau, les médias ont fait part de ce procès, indiquant que les prévenus avaient quitté l'audience. Qu'en a-t-il été plus précisément ? Quelle est la stratégie des inculpés ?

« L'opposition au jugement n'est pas encore l'ap-pel d'un jugement, qui est une étape de recours ultérieure, nous explique Barbara Van Dyck, également inculpée au procès. Nous avons quitté l'audience pour souligner à quel point le procès reproduit la manière dont sont introduits les OGM dans la société. A travers des actes, on essaye d'empêcher que les vraies questions puissent

être l'objet du débat public.

Comme l'acte d'introduire des OGM dans les filières d'alimentation sachant qu'ils menacent l'existence de l'agriculture paysanne, sachant que les risques pour l'environnement et la santé publique sont importants et les effets irréversibles. Le vrai débat à mener est celui d'imaginer un autre modèle agricole qui ne permette pas de monopole sur le vivant, un modèle plus juste et respectueux pour l'environnement et la santé publique.

Le Grand échange de Patates de 2011 était une façon de s'exprimer puisque d'autres modes d'expression d'oppositions aux OGM ne sont pas pris au sérieux. Le 15 janvier, au cours du procès au tribunal de Termonde, le juge a refusé d'entendre les témoins et de visionner les vidéos témoignages, qui nous permettent pourtant d'expliquer les motivations de l'action du 29 mai. Selon nous, cette action répondait à une nécessité, en application notamment du principe de précaution qui n'a pas été respecté. Nous empêcher de déployer les éléments dont nous estimons avoir besoin pour expliquer le contexte du « Grand échange de Patates » est une violence faite au droit de défense. Cette violation démontre une fois de plus la façon de se fier de tout avis non-technocrate dans le débat OGM et d'omettre ainsi les réelles questions. C'est cela qu'on a voulu mettre en évidence. «

La pression monte, le consortium de la patate OGM en fait des tonnes et le procureur procure à double tour. « Les peines demandées allaient de 8 mois de prison ferme à 6 mois de prison avec sursis, poursuit Barbara Van Dyck, ce sont des peines extrêmement lourdes. Les parties civiles demandent en outre le paiement d'une somme d'environ 200.000 euros. Ce montant, demandé par l'Institut Flamand de Biotechnologie, l'université de Gand, l'école supérieure de Gand et l'ILVO – BASF n'a pas pris part au procès – inclut les coûts de plus de quatre mois de protection par des sociétés privées du champ de patates, les coûts de la manifestation pro-OGM « save our science » qui a eu lieu le jour du changement de patates, des contacts du secteur biotech avec la presse, et les heures passées par des professeurs à faire la promotion des OGM par mail ou facebook.

D'après nos calculs, cela fait environ 10.000 euros par patate abimée lors de l'action, puisqu'il y avait 108 patates OGM dans le champ et qu'on a estimé que 20 d'entre elles ont été touchées pendant l'action!

Le caractère ridicule du chef d'inculpation « association de malfaiteurs » et la lourdeur des peines indiquent bien le caractère politique de ce procès. »

De ses observation de l'action à Wetteren, Barbara Van Dyck tire matière à espoir : « On a vu une mobilisation grandissante autour de cette action et ses suites, ça c'est une réussite. De plus en plus de gens s'intéressent à ça, en discutent, écrivent sur le sujet. Et le procès contribue à ce que les gens s'informent et s'indignent. Ça rassemble aussi des gens qui s'organisent pour réfléchir et agir pour une autre agriculture. Tout ça est très positif. ».

Un enthousiasme que Marc Fichers, secrétaire général de Nature & Progrès Belgique, n'est pas loin de partager: « Les firmes semencières et agrochimiques essayent à tout prix d'introduire des OGM dans notre environnement. Ce qui est intéressant, c'est qu'ils ont déployé énormément

de moyens pour y parvenir en suscitant une recherche scientifique, en mettant en place des champs d'essais, mais ils n'y sont pas parvenus. Et finalement, c'est la mobilisation citoyenne, pas spécialement grande, sans moyens financiers importants, mais avec une forte conviction, qui a réussi à nettoyer le territoire des OGM. »

N'y a-t-il donc plus d'OGM en Belgique? « Mis à part les quelques petits essais de peupliers ou de patates l'année passée dans la région de Gand, qui est tout de même le fer de lance de la recherche OGM en Europe, il n'y en a pas. Il y en a eu dans les années 2000, mais la mobilisation citoyenne les a chassés.

Par ailleurs il n'y a jamais eu de cultures OGM en Wallonie. On a en effet une réglementation sur la coexistence des cultures qui responsabilise énormément les personnes qui voudraient faire pousser des OGM, ce qui est normal. Cela coûterait donc assez cher si un agriculteur voulait se lancer là-dedans, simplement à cause de la dissémination dans d'autres cultures, dont il devrait assumer financièrement la charge.

Maintenant ce que les firmes essayent de faire, c'est de noyer un peu le débat en faisant des annonces laissant croire qu'il y a des OGM en Belgique. Mais ce n'est pas vrai.

Lorsque l'on procède à une modification d'une plante en soumettant des cultures de cellules à des rayonnements, c'est une mauvaise technique, mais on ne crée pas pour autant un OGM comme essaient de le faire croire les firmes. D'ailleurs ces types de plantes modifiées ne sont pas brevetées et il n'y a donc pas d'appropriation du vivant, ce qui est l'un des problèmes graves posés par les OGM. Mais il ne faut pas trop s'inquiéter de ces annonces, plutôt se réjouir du fait que les citoyens ont réussi à mettre les OGM dehors, alors même que leurs moyens financiers étaient très modestes en regard des firmes semencières et chimiques. »

Confirmation le jour de l'audience, l'entreprise BASF, partenaire de l'expérience de Wetteren, annonçait jeter l'éponge. Elle indiquait que la poursuite de ses investissements européens dans ces technologies « ne peut être justifiée en raison des incertitudes au niveau du cadre réglementaire et des menaces de destruction de champs ». Nouvelle victoire pour les faucheurs d'OGMs², et ceux de Wetteren notamment. Repli stratégique de BASF aux USA, où la législation est plus permissive et la contamination OGM déjà gravement avancée.

Puis le 12 février 2013, la juge de Termonde a rendu son verdict : huit mois de prison ferme pour deux militants, six mois fermes pour trois autres, six mois avec sursis pour les six derniers. Ils devront collectivement verser 25.000 euros aux parties civiles. Les inculpés du FLM, peu surpris de ce jugement, feront opposition à celui-ci. L'affaire continue. Elle met en lumière le caractère politique du choix de la technologie des OGMs et du système répressif et liberticide qui lui est indispensable.

J.-B.G.

Pour soutenir les inculpés de Wetteren: <http://fieldliberation.wordpress.com>

Le site de Nature & Progrès Belgique: www.natpro.be

1 A lire sur: <http://fieldliberation.wordpress.com/2011/04/29/invitationvib/>

2 Le Monde, 29 janvier 2013, Le Figaro, 16 janvier 2013

« LE SYSTÈME EST BIOLOGIQUEMENT FAUX »

INTERVIEW DU PROFESSEUR GILLES-ERIC SÉRALINI, PROFESSEUR DE BIOLOGIE MOLÉCULAIRE À L'UNIVERSITÉ DE CAEN

Lors de sa publication à l'automne 2012, l'étude de l'équipe du Professeur Gilles-Eric Séralini a fait l'effet d'une bombe¹. Elle était en préparation depuis l'été 2007, développée puis menée dans le plus grand secret pour éviter des pressions qui l'auraient rendue impossible. Les médias de masse ont dans un premier temps relayé large-



ment les principaux résultats de cette étude ainsi que les images de rats de laboratoire affublés d'énormes tumeurs.

La réponse des agences sanitaires officielles, des scientifiques « progressistes » (qui n'arrêtaient pas le progrès) de tout poil ne se fait pas attendre: l'étude de l'équipe Séralini a été désavouée par les experts des OGMs, qui attaquent en même temps l'intégrité du Professeur.

Depuis, les médias de masse se sont fait plutôt silencieux sur ce sujet, qui reste pourtant d'une importance cruciale: pendant que nous parlons, les OGMs se répandent sur la planète, contaminant des cultures auparavant exemptes d'OGMs, et se retrouvent donc toujours un peu plus près de nos assiettes quand ils n'y sont pas déjà entrés via les additifs et excipients (les dérivés de soja que l'on trouve dans les chocolats, biscuits et autres produits industriels par exemple) ou via l'alimentation des animaux que nous mangeons². Le Roundup, pesticide associé au maïs OGM Monsanto NK 603 et étudié comme ce maïs par l'équipe Séralini, est le plus utilisé au monde (à raison de 10.000 tonnes/an en France) et continue de polluer les sols et les nappes phréatiques partout sur le globe, et par conséquent les organismes terrestres.

Dans leur étude, les scientifiques ont soumis une population de 200 rats adultes à des régimes variés³ pendant deux ans, soit la durée de vie moyenne de ces animaux (les mêmes que ceux utilisés par Monsanto). Les rats ont subit 11 séries d'analyses de sang et d'urine, l'histologie de 34 tissus. Au total, 108 paramètres auront été investigués, une première.

Les deux principaux effets observés par les scientifiques sont l'apparition de tumeurs, surtout chez les femelles, et des effets de toxicité forte sur le foie et les reins⁴.

Gilles-Eric Séralini appelle à réformer les procédures d'évaluation des produits chimiques et des OGMs en appliquant trois principes:

la transparence: les résultats des tests doivent être rendus public, comme les protocoles (la méthode),

l'expertise contradictoire: s'il est relativement illusoire de trouver des chercheurs qui ne seraient soumis à aucune pression ou intérêt particulier, la meilleure manière de garantir une évaluation de qualité est de rendre l'expertise contradictoire, comme c'est le cas dans le fonctionnement juridique,

l'étude de la toxicité chronique et des effets de synergie: l'impact sanitaire de certains produits chimiques peut s'exprimer longtemps après qu'ils aient été absorbés par l'organisme, parfois dans la génération suivante. Il est donc nécessaire de mener des évaluations sur le long terme. Il est en outre indispensable de prendre en compte les effets potentiellement aggravants de la combinaison de différentes pollutions (effet « cocktail » et synergies) qui peuvent se renforcer l'une l'autre, et ne pas se contenter d'analyser le principe actif d'un produit qui compte de nombreuses molécules différentes.

INTERVIEW:

Kairos: Professeur Séralini, suite à la publication de votre étude, vous avez été la cible d'un nombre très important d'attaques en tout genre. Le CRIIGEN a indiqué avoir déposé des plaintes en diffamation à la fin de l'année 2012 et que d'autres sont en préparation. A votre avis, la déferlante d'attaques arrive-t-elle à son terme?

Prof. Gilles-Eric Séralini : Non. Il est clair qu'il y a maintenant une nouvelle série, on est arrivé dans la phase des attaques *ad hominem*. Nous avons répondu à toutes les critiques scientifiques, et la principale revue de toxicologie ali-



mentaire du monde a confirmé notre publication malgré des pressions incessantes extrêmement graves des lobbies des biotechnologies. Septante-cinq pour cent des critiques ont d'ailleurs été émises les premiers jours par des gens qui travaillent dans les biotechnologies végétales, ou qui ont des brevets, ou qui étaient impliqués dans les autorisations de ces OGMs. Donc après la première série de critiques, la confirmation de notre étude et la publication de nos réponses à

« *Mon étude fait apparaître des lacunes graves dans les processus d'évaluation, de contrôle et d'autorisation de ces produits, et le laxisme des experts en charge de ces processus.* »

l'ensemble des critiques, ils sont maintenant un peu démunis et ils ont lancé plusieurs attaques à mon égard, d'abord en me traitant de « militant », de « non-scientifique ». Maintenant ils prétendent que je suis influencé par une secte. J'en ai strictement assez.

Il y a eu la plainte pour faux et usage de faux contre Marc Fellous⁵ qui, lors d'un procès en diffamation que nous avons gagné, a produit un document signé qui était un faux.



Il y a beaucoup de plaintes en cours qui sont des plaintes pour diffamation caractérisée, et qui seront déposées contre les personnes qui emploient les mots de « fraude » ou de « données falsifiées » à notre égard, parce qu'on ne peut pas laisser passer ça en tant que scientifique. Ce n'est pas du tout comme je l'ai entendu pour « faire taire la presse », la presse fait ce qu'elle veut, elle est libre, mais elle ne peut pas aller aussi loin que le mensonge comme cela est fait aujourd'hui. Il sera temps d'en parler lorsque mon avocat aura introduit ces plaintes.

Voyez-vous, ils ne savent pas trop quoi dire. Mon étude fait apparaître des lacunes graves dans les processus d'évaluation, de contrôle et d'autorisation de ces produits, et le laxisme des experts en charge de ces processus.

Nous travaillons actuellement à l'obtention et à la transparence des données qui ont servi à autoriser ces produits, notamment le pesticide Roundup.

L'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire [ANSES – Agence sanitaire française] vient d'admettre qu'elle ne disposait pas des données adéquates ni pour le Roundup, ni pour le glyphosate [molécule active du Roundup]. L'EFSA [l'agence sanitaire européenne] non plus. Donc, en fait, on est en train de caractériser des fautes extrêmement graves.

K. : Ils reconnaissent ne pas avoir les analyses toxicologiques de ces produits? Pas du tout?

Prof. G.-E. Séralini : C'est-à-dire qu'ils n'avaient pas d'analyse de sang de rats qui auraient reçu du round-up à faible dilution, c'est ce que l'ANSES vient d'écrire. Notre étude est pionnière là-dessus.

Il pourrait en aller de la même manière pour d'autres pesticides.

L'ANSES avait les données d'une étude sur le glyphosate mais ladite étude semble cachée dans un bureau en Allemagne. Et pourtant il y a déjà une différence majeure entre le glyphosate et le round-up³.

C'est pour cela que les agences sanitaires disent toutes la même chose, qu'elles se confirment les unes les autres.

D'autre part, une enquête du journal « Lyon capitale »⁷ a montré qu'il y avait eu un accord préalable entre les agences pour dire la même chose d'une part et me dénigrer d'autre part.

On est là dans une affaire mondiale d'impact lourd : vous savez que toutes les agences sanitaires du monde ont le même test de Monsanto utilisé pour autoriser le Roundup. Or ces agences ne commanditent jamais rien par elles-mêmes, c'est Monsanto qui donne la base, et les agences

« *Selon moi, le plus grave, c'est l'accointance, qui n'est pas toujours une compromission. C'est l'accointance des experts avec une réglementation laxiste, qu'ils servent.* »

approuvent. Elles n'approuvent pas toutes mais elles se répètent, se photocopient, elles s'entendent pour permettre la rentabilité de ce produit. En tout cas elles n'osent plus se contredire. Mon étude est donc un coup de pied dans la fourmière.

K. : La lecture de votre livre « Tous cobayes! » indique que l'amélioration des connaissances scientifiques sur les OGMs et pesticides associés s'apparente à un combat. Il semblerait que pour que la science progresse sur ces sujets, une mobilisation citoyenne soit nécessaire pour éviter l'instrumentalisation de la science. Qu'en pensez-vous ?

Prof. G.-E. Séralini : La science est instrumentalisée, évidemment. Les autorisations légales le sont aussi, la réglementation également. La science vous savez, elle a sa valeur propre, et évolue par soubresauts: une nouvelle découverte est contredite un temps par les autres chercheurs, c'est de bonne guerre, qui en répétant l'expérience vérifient si l'hypothèse est vraie ou fausse. C'est ainsi que sont réalisées les découvertes scientifiques. Ca c'est une chose.

Quand il y a des implications commerciales, c'est tout autre chose. Il y a des lobbies diffamant, des pressions pour autoriser des produits, des compromissions. On n'est plus là dans le domaine de la science, mais ce sont pourtant des scientifiques qui servent de têtes de pont dans cette histoire, car ce sont des scientifiques que l'on fait siéger dans les agences réglementaires, dans les

comités d'autorisation.

Selon moi, le plus grave, comme je l'ai souligné dans mon livre, c'est l'accointance, qui n'est pas toujours une compromission. C'est l'accointance des experts avec une réglementation laxiste, qu'ils servent.

C'est vrai que si la société ne se mêle pas de cela, la situation devient très grave parce que chaque famille est atteinte par des maladies chroniques qui ne peuvent qu'être liées, au moins en partie, à l'influence sur la santé de l'industrialisation laxiste de produits mal testés.

Si la société ne demande pas une contre-expertise, une transparence qui est due en vertu de la loi sur les tests auxquels doivent être soumis les produits pour être autorisés, et des tests à long-terme de tous les produits mis sur le marché, eh bien on laissera une partie des autorisations industrielles nous écraser.

Comme avec les résidus nucléaires, la pollution par les produits chimiques nécessaires à l'exploitation des gaz de schistes, etc. parce que toutes ces autorisations reposent en fait sur des évaluations volontairement laxistes, pour rentabiliser ces techniques. Or si on les évaluait ne serait-ce que de manière durable, c'est-à-dire si on évaluait par exemple le pesticide entier au lieu de n'avoir qu'un choix de molécules comme cela est fait aujourd'hui, eh bien on changerait de monde industriel. On n'aurait plus de pesticides à outrance dans l'agriculture, et évidemment, ce ne seraient pas les mêmes qui profiteraient du système. On aurait une agriculture plus locale, plus durable, plus diversifiée, et on nourrirait davantage les enfants des pays qui ont faim que les cochons des pays riches.

Le système est construit par des réseaux financiers qui dominent plus de la moitié du PIB mondial. Mon rôle, en tant que chercheur et enseignant est de montrer aux gens comment ce système est construit. Ensuite, le monde appartient à ceux qui y participent, et donc sans la société, rien n'est possible.

K. : Dans votre livre, vous éreintez plusieurs fois la logique productiviste et celle de la croissance économique.

Prof. G.-E. Séralini : Evidemment qu'elle est artificielle et mensongère. Elle a été inventée au 18ème siècle et est complètement arriérée. Les calculs mêmes du PIB et du PNB sont des calculs qui font croire que l'on est dans un monde infini, où les ressources sont externalisables: l'eau disponible pour devenir potable, les terres arables, l'air non pollué, etc. Dans ce calcul on externalise également la quantité d'ordures chimiques que l'on va déverser dans l'atmosphère, dans la terre et dans l'eau. On externalise aussi le coût du pétrole par exemple, comme on le constate en achetant moins cher des fraises d'Argentine que des fraises biologiques et locales. On va taxer par contre le coût du travail, ce qui rend l'agriculture de qualité à taille humaine non rentable, alors qu'une pomme contenant les traces de 50 pesticides l'est.

On est donc dans un monde artificiel qui a grossi de manière anarchique, comme une tumeur, en utilisant les ressources de la Terre comme si elles étaient infinies, et ce calcul est biologiquement faux. Ce système qui considère la richesse comme la croissance du PIB, sans tenir compte des externalités qui sont des facteurs limitant de la vie, ce système est biologiquement faux.

Le maintenir par la pression de lobbies, au profit de quelques-uns et au détriment de l'ensemble de la planète et de ses habitants animaux et humains, et même des végétaux, est un contresens. Nous avons donc un système qui va, comme le disent même les politiques qui affirment que « la maison brûle », qui créent le protocole de Kyoto pour le climat ou de Carthagène pour la protection de la biodiversité, et bien nous avons un système qui va vers une autodestruction qui est l'opposé du durable, et qui engendre de grandes souffrances.

Je le vois déjà, en donnant des conférences dans plus de trente pays du monde, partout j'ai demandé qui avait dans ses très proches une maladie chronique comme un cancer, une maladie hormonale, de la reproduction, une maladie immunitaire que la médecine n'explique pas par une recrudescence de virus ou de bactérie ou un problème génétique connu. Et tout le monde lève la main.

Il s'agit donc d'une transformation de la société, qui met évidemment grandement en cause la qualité de vie, et qui mettra bientôt en cause l'espérance de vie.

L'espèce humaine n'est pas extraterrestre par rapport à l'ensemble des espèces vivantes de la planète, et elle va elle-aussi subir l'érosion actuelle et observée de la biodiversité. A vrai dire elle le subit déjà, avec toutes ces maladies chroniques qui sont dans toutes nos familles.

Propos recueillis par J.-B.G.
le 18 janvier 2013.

¹ « Long term toxicity of a Roundup herbicide and a Roundup-tolerant genetically modified maize », G.-E. Séralini et al., Food and Chemical Toxicology, Vol. 50, Issue 11, Nov. 2012, pp. 4221-4231.

² « L'Europe dépend, pour l'élevage intensif, des importations de soja en provenance du continent américain, sur lequel la séparation nette des filières OGMs et sans OGM n'est pas encore acquise. Rappelons que 60% du soja mondial provient de plantes génétiquement modifiées et qu'un cinquième seulement du soja importé par la France est certifié sans OGM », G.-E. Séralini, Tous cobayes! OGM, pesticides, produits chimiques, Paris, Flammarion, 2012, p. 227.

³ « Chaque lot comprend 20 animaux, un groupe de 10 mâles et un groupe de 10 femelles: un lot de rats est nourri au maïs conventionnel; trois lots le sont au maïs transgénique (dosé à 11%, 22%, et 33%) cultivé sans épandage de Roundup; trois autres au maïs transgénique (dosé à 11%, 22%, 33%) cultivé avec épandage de Roundup; trois lots mangent du maïs conventionnel mais boivent de l'eau contaminée au Roundup (à trois concentrations différentes: 0,1 ppb, 400 ppm, 0,5%). », op. cit., pp. 85-86. Abréviations: « ppb » = « partie par milliard », soit un milliardième. 0,1 ppb est la dose infime et autorisée de contamination de l'eau du robinet. « ppm » = « partie par million », soit un millionième. 400 ppm est la dose que l'on trouve dans certains aliments américains transgéniques destinés aux animaux d'élevage, imprégnés des résidus de l'herbicide. 0,5% est la moitié d'une dilution minimale utilisée en agriculture pour désinfecter.

⁴ Op. cit., p. 107.

⁵ NDLR: généticien, ancien président de la Commission du Génie Biomoléculaire (France); laquelle est chargée de remettre des avis experts sur ces questions. G.-E. Séralini siègea également en tant qu'expert de 1998 à 2007 dans cette commission, et explique dans son ouvrage les nombreuses lacunes et dysfonctionnements qu'il y a observés. M. Fallous est également membre de l'Association française de biotechnologies végétales (AFBV), un lobby français pro-OGM.

⁶ La réglementation ne prévoit pas l'étude toxicologique du pesticide commercialisé, mais seulement de sa molécule active (le glyphosate pour le Roundup). Cela pose un problème sérieux:

« (...) les adjuvants, notamment un surfactant (le POEA ou polyoxyéthylèneamine) ayant une toxicité importante en lui-même, permettent à la substance active de pénétrer dans la plante ou l'insecte, d'être plus stable, de s'y fixer et éventuellement de s'y accumuler: ensemble, les deux composés atteignent le plus haut niveau de toxicité. Si le produit touche des organismes non ciblés (animaux ou humains), la même chose se produit. Souvent de manière encore plus grave, car des combinaisons de détergents adjuvants pénètrent mieux dans les membranes fluides des cellules de petits d'hommes que dans les carapaces dures des insectes ou sous la paroi vernissée de certaines feuilles. », op. cit., pp. 35-36.

⁷ Lyon Capitale n°717, décembre 2012. <http://www.lyoncapitale.fr/journal/univers/Actualite/Le-mensuel/Etude-Seralini-sur-les-OGM-la-riposte-des-agences-sanitaires-etait-concertee/%28langage%29/1re-FR>



Créée en 2000 au lendemain de la crise du poulet à la dioxine, l'AFSCA (Agence Fédérale pour la Sécurité de la chaîne Alimentaire) a été chargée du contrôle et de l'application des normes nationales dans toute la chaîne alimentaire. Pour mener à bien ces différentes missions, l'Agence a mis en place une batterie de règlements. En première analyse, on pourrait se dire que cela part d'une noble intention et que nécessité fait loi. Et pourtant, les pratiques actuelles de l'AFSCA ne manquent pas de poser de sérieuses questions.

DES NORMES SUR MESURE POUR LA DÉMESURE

Légalement, l'AFSCA applique les lois et règlements dont une bonne part provient de la législation européenne, et des décisions de l'EFSA, l'agence européenne de sécurité alimentaire.

Le hic, c'est que le cadre légal actuel autorise par exemple l'usage massif des additifs alimentaires dont certains sont reconnus toxiques, l'irradiation des aliments dont il est sérieusement permis de douter de l'innocuité, des pesticides et parfois des OGM dont les risques sanitaires n'ont jamais été testés valablement par lesdites instances.

On connaît l'influence des lobbies industriels sur le processus démocratique. L'agro-industrie, qui pèse des milliards d'euros et organise des corporations de semenciers, qui domine le monde de la chimie (engrais et phytosanitaires), de la production, de la transformation et de la grande distribution, parvient à rendre la législation conforme à ses intérêts, les siens seulement.

En France, une recherche de l'Institut de Veille Sanitaire de mars 2011 indique que « 90% de la population française est contaminée par les insecticides organophosphorés et 80% par les pesticides pyrèthronoïdes avec un niveau moyen de métabolites trois fois plus élevés que celui observé aux Etats-Unis et supérieur au niveau Allemand »¹. Tout cela avec la bénédiction de l'agence sanitaire et de la législation française.

De manière générale, les grandes contaminations alimentaires sont dues aux méthodes productivistes: poulet à la dioxine en Belgique, vache folle en Europe, bactérie mortelle antibiotique résistante aux USA, lait à la mélamine en Chine, concombre e-coli, etc. Ces risques sérieux sur la santé animale, végétale et humaine, sont produits par l'agro-industrie.²

UN HYGIÉNISME COMMODE

Paradoxe? Les agences affermissent leurs réglementations et leurs contrôles, en se focalisant sur les bactéries. Vieux réflexe hygiéniste d'abo-

AFSCA : DES NORMES SANITAIRES PAS NORMALES DU TOUT

lition du microbe par la science, signe de la supériorité de l'homme et sa raison sur la nature dangereuse qu'il faut soumettre? Facilité également de se focaliser sur la périphérie quand c'est le cœur qui est malade: dans un cas il faudrait revoir la législation et se confronter aux intérêts de l'agro-industrie, dans l'autre, ce sont les petits producteurs qui trinquent...

Les syndicats belges de l'agriculture paysanne ont ainsi souligné l'absurdité de la chasse aux bactéries lancée par l'AFSCA. D'une part, « Pendant l'année 1997, en Belgique 21 personnes sont mortes suite à une infection à la Salmonella. 19 des 21 décès étaient des personnes âgées de plus de 65 ans (dont 11 de plus de 80 ans) »³. D'autre part, « En 2005, un total de 57 185 nouveaux cas de cancers ont été diagnostiqués en Belgique », et il est établi que l'augmentation de la fréquence des cancers ne peut pas être expliquée sans prendre en considération la pollution environnementale, qui comprend la pollution alimentaire.

Où devrait être la priorité sanitaire de l'Agence? Poser la question est y répondre.

Si les « petits producteurs » dénoncent cette situation irrationnelle et dangereuse pour la santé publique, c'est aussi parce qu'ils subissent de plein fouet des normes qui ne sont absolument pas adaptées à leur pratique.

LES NORMES DE L'AGENCE, VRAIMENT NORMALES?

Ils se trouvent écrasés par des contraintes réglementaires et des coûts lourds voire rédhibitoires. Pour pouvoir commercialiser ses produits, le producteur doit en effet recevoir un agrément AFSCA, qui impose des contrôles, lesquels sont payés par le producteur lui-même. Tout comme les coûts d'analyse dans le cas d'un petit producteur de fromage, cela représente beaucoup : 2.780 euros par an, soit deux mois de salaire. Un obstacle difficilement franchissable, plus encore pour une jeune qui voudrait reprendre une exploitation et qui devra commencer par s'endetter lourdement pour ce faire.

Cette contrainte est nouvelle, puisque l'Agence est mandatée depuis 2003 pour contrôler la chaîne alimentaire. Mourrait-on massivement de l'ingestion de produits de la ferme avant cette époque, en dehors des contaminations par les poulets à la dioxine et les vaches folles?

Pourtant, l'Agence fait du zèle pour appliquer sa réglementation et favorise le contrôle au lieu de l'accompagnement. Les petits producteurs sont soumis à un stress important : les contrôleurs de l'Agence peuvent décider de la mise sous scellés d'une exploitation si elle ne respecte pas certains critères appliqués de manière variable – par volonté de souplesse de l'ASFCa – ou même de la saisie d'une récolte.

UNE RÉPONSE ORGANISÉE ET STRUCTURÉE DE L'AGRICULTURE PAYSANNE.

Excédés par les pratiques de l'Agence et vu l'impossibilité d'établir un dialogue constructif avec

elle, le MAP (Mouvement d'Action Paysanne) et la FUGEA (Fédération Unie de Groupement d'Éleveurs et d'Agriculteurs), soutenue par Nature et Progrès et l'UNAB, ont mis en place la « cellule d'action qualité ». « *Ce groupe s'est donné comme mission d'organiser la résistance des paysannes et paysans de Wallonie qui échangent ou commercialisent leurs produits sans intermédiaires (vente directe) et qui subissent des contrôles d'hygiène abusifs. Elle a comme objectifs de permettre la diversification ou le maintien d'activités de transformation et de commercialisation en circuit court sur les fermes, les marchés fermiers et publics, les groupements d'achats (GAC-GASAP,...), ainsi que l'installation progressive et hors-cadre de néo-paysans qui ont besoin d'accompagnement.* »⁴

L'analyse de la situation des petits producteurs par eux-mêmes a débouché à la fois sur une classification⁵ et l'idée de l'écriture d'une charte, le Système Participatif de Garantie (SPG) qui permettrait d'établir un « cahier de bonnes pratiques ». L'hypothèse sur laquelle repose cette proposition de réorientation de l'application des normes sanitaires est celle d'un « système alimentaire basé sur la souveraineté et l'implication citoyenne ».

D'AUTRES NORMES SONT NÉCESSAIRES

Serge Peereboom, paysan militant, indique : « *Des exceptions aux normes sanitaires édictées par l'Europe et transcrites dans les législations nationales peuvent être décidées par les États-membres. C'est ce qu'ont décidé de le faire l'Autriche, l'Espagne et la France notamment pour protéger leurs petits artisans. La Belgique n'a pas tenu compte de cette possibilité.* »

Il n'est pas certain que les décideurs politiques parviennent à entendre le message qui leur est adressé, ni qu'ils agissent pour protéger l'agriculture paysanne en Belgique.

Un constat se dessine pourtant qui interpelle sérieusement. Les normes de l'AFSCA ont un effet fortement négatif sur les « petits » agriculteurs. Un effet négatif au point de menacer la survie de certains de ceux-là mêmes qui sont déjà soumis à des tensions très dures, et qui proposent et pratiquent un modèle d'agriculture sain et durable.

On voudrait achever les derniers paysans que l'on ne s'y prendrait pas autrement !

J.-B.G.

¹ Isabelle Sapora, *Le livre noir de l'agriculture. Comment on assassine nos paysans, notre santé et l'environnement*, Paris, Arthème Fayard, 2011, p.8.

² « A qui profite la sécurité sanitaire des aliments? Les profits des entreprises contre la santé des populations », Grain, mai 2011.

³ SÉNAT DE BELGIQUE : Ministère des Affaires sociales et de la Santé publique : *Questions et Réponses Bulletin 3-54 Session De 2005-2006 Questions posées par les Sénateurs et réponses données par les Ministres* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.senate.be/www/?MIval=publications/viewPubDoc&TID=5034752&LANG=fr>

⁴ « Mobilisons-nous pour faire évoluer les normes sanitaires en Belgique », supplément gratuit à « La Lettre » (MAP) et à « La Lettre Paysanne » (Fugéa), distribué entre autre lors du salon Valériane 2012.

⁵ Tableau disponible en ligne sur le site www.fugea.be

UN CHANT POUR LE SOL

«Le sol est la principale ressource de l'humanité et réclame une politique globale de sauvegarde. Les ressources en sols sont limitées et ne constituent qu'une couche superficielle, mince et fragile de la croûte terrestre, extrêmement vulnérable à une surexploitation et à une mauvaise gestion. Tous les écosystèmes terrestres sont fonction du sol; en leur absence, les plantes qui nous fournissent les aliments, les fibres, le combustible, le bois d'œuvre et l'oxygène ne pourraient pousser.»¹

Les pratiques agricoles inadaptées et l'urbanisation sont les deux autres causes majeures de la dégradation des sols. En dix mille ans d'agriculture, l'homme a détruit deux milliards d'hectares de terre agricole. Dont la moitié au cours du dernier siècle.

La vie est rare dans l'univers. Et tous les efforts nés de l'espoir d'en trouver des traces ailleurs que sur notre planète sont à ce jour restés vains. A la surface de celle-ci, d'où nous l'observons, la vie semble être omniprésente. Elle renaît de toutes les extinctions, s'adapte aux conditions les plus extrêmes et se présente sous des formes si variées qu'elle donne l'illusion d'être la norme. Pourtant notre biosphère est bien mince comparée aux douze mille kilomètres de diamètre de notre planète. A trente mètres sous la surface de la terre, on ne trouve plus -ou quasiment plus- de vie, et notre atmosphère ne mesure que quelques kilomètres d'épaisseur. En vérité, l'essentiel de la biomasse et de la biodiversité terrestre se concentre dans une fine couche de cinquante centimètres d'épaisseur en moyenne mondiale : le sol. Notre planète, dont les océans et l'atmosphère sont pourtant bien plus volumineux que lui, fut légitimement nommée la Terre. Elle est en effet la seule planète à disposer d'un sol, au sens pédoologique, c'est-à-dire non pas support inerte, mais milieu organo-minéral vivant.

Le sol est cette couche superficielle et d'épaisseur variable des surfaces continentales qui résulte de l'altération de la roche-mère sous l'action du climat et des organismes vivants. Il est à la fois le produit et le support de développement de la végétation, donc de la biosphère continentale. En position d'interface avec l'atmosphère, les eaux et les roches, il joue un rôle central dans la régulation des grands cycles planétaires tels que ceux de l'eau, du carbone ou de l'azote. Ainsi, le sol, véritable nœud des écosystèmes terrestres, est au cœur des grands enjeux planétaires que sont la sécurité alimentaire, le changement climatique ou la biodiversité. Il demeure pourtant largement méconnu et souvent considéré comme simple support de nos cultures et infrastructures.

Reconsidérer le sol, milieu exclusivement terrien, regorgeant de vie mais particulièrement fragile, est donc une nécessité primordiale.

L'ensemble des processus qui abou-

tissent à la formation d'un sol, la pédogenèse, est un phénomène lent. Selon les conditions climatiques il faut de l'ordre du millier à plusieurs dizaines de milliers d'années pour qu'un sol se forme.

Le premier matériau constitutif du sol est la roche-mère. Mise à nu, et quand les conditions le permettent, elle est colonisée par des espèces pionnières (bactéries, algues, lichens, mousses). C'est leur activité biologique et l'apport de matière organique qu'elles représentent qui permet au processus de formation du sol de s'enclencher. Ces espèces pionnières attaquent chimiquement la roche, et laissent en mourant un substrat qui pourra accueillir d'autres espèces. C'est le début d'un long cycle de successions écologiques pendant lequel les communautés vivantes vont se complexifier de plus en plus et le nombre d'espèces s'accroître, jusqu'à un état de stabilité appelé climax. Au cours de ce processus, le sol s'épaissit par l'altération de la roche-mère en profondeur, et par l'accumulation de matière organique en surface. Il forme progressivement un milieu colonisable par les racines des plantes dites supérieures, jusqu'aux arbres. Il devient l'habitat d'une extraordinaire multitude d'organismes qui le travaille et le brasse en permanence. Lors de cette maturation du sol, différentes strates appelées horizons se différencient en fonction de leur composition. Plus le sol est évolué, plus ces horizons sont distincts. Depuis la fin de la dernière ère glaciaire, il y a environ douze mille ans, la forêt diversifiée de feuillus a progressivement remplacé la toundra en Europe. C'est en effet la végétation climacique du système sol-plante sous nos latitudes. Sans l'influence de l'homme, le territoire européen serait aujourd'hui majoritairement recouvert de forêt. L'état climacique est l'état le plus stable et résilient d'un système et celui vers lequel il tend spontanément.

Conséquemment, la première cause de dégradation des sols dans le monde est la déforestation. Nos besoins toujours grandissants en bois comme énergie et matière première, ainsi qu'en terre cultivable ou constructible ont eu pour conséquence la destruction d'à peu près toutes les forêts primaires en Europe et exercent actuellement une pression toujours croissante sur les dernières grandes forêts naturelles.

Les pratiques agricoles inadaptées et l'urbanisation sont les deux autres causes majeures de la dégradation des sols. En dix mille ans d'agriculture, l'homme a détruit deux milliards d'hectares de terre agricole. Dont la moitié au cours du dernier siècle. A propos de l'artificialisation des sols de France, premier producteur agricole de l'union européenne, Jean-Marc Jancovici explique qu'avec « *l'hypothèse de prolongation des tendances il faut un peu plus d'un siècle et demi pour artificialiser 100% du territoire, ou plus exactement la croissance actuelle des surfaces artificialisées nous laisse cent soixante ans de consommations foncières, et ce en supposant, bien entendu, que nous sommes capables de nous passer de terres agricoles, de forêts, et encore de quelques autres petites babioles. Si l'on suppose que l'on ne peut pas se passer d'un gros 50% des terres pour l'agriculture et les forêts, alors il ne faut qu'un siècle pour urbaniser les 50% restants au rythme actuel.* »²

Les sols dont nous héritons sont le fruit d'un long processus d'aggradation sous végétation peu ou pas perturbée par l'homme. La suppression de celle-ci est la première étape d'un processus de dégradation qui peut avoir pour

conséquence, dans les cas les plus extrêmes, la désertification. Le Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, Luc Gnacadja, nous avertit : « *au rythme actuel de la dégradation des sols, les besoins en eau et en alimentation ne pourront bientôt plus être satisfaits. Ce n'est qu'en prévenant cette dégradation que nous pourrions faire face aux défis des changements climatiques, de la croissance démographique, de la réduction de la pauvreté et de la sécurité alimentaire.* »³ Il précise que 12 millions d'hectares de terres productives sont perdus chaque année.

Si nous nous inquiétons de la dégradation des trois milieux où s'épanouit la vie - l'eau, l'air et le sol - celui-ci, du fait de sa composition organo-minérale unique, mérite une attention particulière. En effet, l'eau et les gaz de l'air sont composés de molécules. Celles-ci sont formées d'atomes liés entre eux par des attaches atomiques. Ce qui en fait des milieux extrêmement solides. Nous les polluons en y rejetant des produits toxiques ou en déséquilibrant leur composition, mais nous ne pouvons les détruire.

Le sol, en revanche, est le fruit d'une synergie entre les argiles provenant de la roche mère et les humus provenant des débris organiques. Ces particules sont électro-négatives et se repoussent naturellement. Mais des ions (calcium, fer, aluminium, magnésium) les attachent pour former le complexe argilo-humique. Ces attaches sont électriques, c'est-à-dire chimiquement faibles. Le complexe argilo-humique joue un rôle essentiel dans la stabilité et la structure du sol qui constitue donc, contrairement à l'eau ou à l'air, un milieu particulièrement fragile et destructible. Un sol dégradé et exposé aux rudesses du climat se défait : il s'érode et disparaît.

Ainsi, si les causes de destruction des sols sont multiples, le processus de destruction est toujours le même. Il commence par la dégradation biologique, qui entraîne un appauvrissement chimique, pour aboutir à sa destruction physique.

Nous l'avons dit, un sol en bonne santé grouille de vie. Chaque espèce, par son comportement particulier, participe à son bon fonctionnement. A ce titre, les grands vers de terre, dits anéciques, constituent une espèce clé. Ils sont à la fertilité du sol ce que les abeilles sont à la pollinisation des plantes à fleurs. On en trouve de une à quatre tonnes par hectare, (mais jusqu'à moins de cent kilos dans un sol matraqué par les produits phytosanitaires et les techniques culturales lourdes comme le labour) et ils mangent leur poids de terre par jour. Ce sont eux qui brassent continuellement le sol de profondeur riche en argile avec le sol de surface riche en humus et remontent par leurs déjections les éléments emportés par l'eau vers les nappes phréatiques. On a montré que le passage de la terre dans leur intestin favorise la formation du complexe argilo-humique. Sans l'activité biologique qui contrebalance les lois physiques, le sol se lessive et s'appauvrit chimiquement.

Lorsque la dégradation chimique devient trop importante et que les cations qui permettent de lier les argiles et les humus sont eux aussi lessivés, le complexe argilo-humique ne peut plus se former.

Le sol perd alors sa stabilité. L'érosion hydrique et éolienne emporte les particules les plus fines, jusqu'à découvrir la roche-mère dans



Illustration: Anne Brugni

les cas extrêmes, et aboutir à la désertification dans les zones arides. Souvent considérée comme une des principales causes de dégradation des sols, l'érosion est donc avant tout la conséquence d'une dégradation biologique et chimique importante, bien que peu visible.

Si le rôle fondamental de la vie des sols commence à être reconnu et que les mentalités et pratiques commencent à changer, ils ont été longtemps et sont encore souvent considérés comme des supports inertes et exploitables à merci. Ils abritent pourtant 80% de la biomasse mondiale. Leur biodiversité, essentiellement microscopique mais bien plus importante que celle de la surface, est estimée de cent mille à un million d'espèces différentes par gramme de sol pour une population totale allant jusqu'à une dizaine de milliards d'individus!⁴ Nous avons dit que le poids total des seuls vers de terre est supérieur à celui de tous les autres animaux confondus. Les racines des végétaux, qui sont en général beaucoup plus importantes en volume que les parties aériennes, peuvent représenter un réseau de quatre milliards de km à l'hectare⁵, et les filaments souterrains des champignons constituer une sorte de filet de dix mille kilomètres par mètre carré, pouvant vivre plusieurs milliers d'années. Autant de bactéries, algues, mollusques, arachnides et des myriades d'insectes, pour ne citer qu'eux, se partagent tous les horizons. Tous ces organismes tissent entre eux des relations complexes encore mal connues. Chacun joue son rôle au sein de cet immense et complexe ensemble d'êtres vivants dont l'intense activité, totalement gratuite rappelons-le et silencieuse, assure le bon fonctionnement du sol. Notons que notre forêt climacique est bien plus productive que nos systèmes agricoles, et cela sans engrais, ni pesticide, ni labour.

Bien sûr, si le système sol-plante trouve son équilibre climacique sous végétation forestière, nous ne nous nourrissons pas de bois, ne construisons pas nos maisons ni nos supermarchés dans les arbres, et il nous faut agir sur notre environnement pour vivre. Aussi il pourrait sembler légitime de considérer la dégradation des sols comme un mal nécessaire nous permettant de nous nourrir, de nous loger, de nous chauffer, etc. Mais si l'homme a toujours modifié son milieu, comme le font toutes les autres espèces, les outils puissants dont il s'est récemment doté mis

au service de son appétit toujours grandissant de développement font de cette initiale lutte pour la vie une véritable entreprise de destruction. Une véritable « guerre au vivant »⁶ qui, in fine, pourrait bien se retourner contre son protagoniste bipède et conscient en transformant à ce point ses conditions de vie que sa capacité d'adaptation n'y suffise plus.

Un tel état de chose ne devrait pas manquer de nous faire remettre en question la soi-disant rationalité de la pensée économiste qui sous-tend la vision du monde que l'on prétend nous imposer, sous prétexte de sa nécessité objective et quasiment naturelle. Dans un livre qui reste une référence aujourd'hui⁷, François Terras-

La terre est pourtant notre berceau, et notre tombe.

son expose sa thèse principale : la vraie cause de la destruction de la Nature, comprise comme ce qui existe en dehors de toute action de la part de l'homme, est une peur profonde et en grande partie inconsciente de celle-ci. Il va sans dire que le sol, milieu obscur et mystérieux par excellence que sa dynamique propre recouvre sans cesse de friches désordonnées et de sombres forêts, est un terrain fertile pour nos peurs inconscientes. Nous préférons le stériliser, le recouvrir de béton. Cet enchevêtrement de racines, de ronces et de choses mortes, peuplé de carapaces, grouillant de larves, de mandibules, de créatures fuyantes à nous si dissemblables, est aussi le lieu des Enfers dans la mythologie grecque. Et puis la terre est sale. Elle est couverte de toutes sortes de déjections et, pire, c'est là que se décomposent nos morts. Qui met encore régulièrement les mains dans la terre ? Pas la population urbaine, majoritaire depuis peu dans le monde, et de moins en moins les exploitants agricoles, qui labourent leurs hectares subsidiés du haut de leurs tracteurs climatisés. Notre culture a fait de nous des êtres sensiblement hors-sol.

La terre est pourtant notre berceau, et notre tombe. C'est à partir d'elle que, dans de nombreuses traditions, Dieu crée le premier homme. De nombreuses techniques de préservation

des sols existent, notamment en agriculture, qui pourraient être développées et plus largement appliquées. L'agriculture biologique, la biodynamie, l'agro-écologie, utilisent des méthodes qui limitent l'utilisation de pesticides, d'engrais chimiques, ou le travail lourd du sol, et en préservent la vie. Elles doivent être améliorées et généralisées. Mais le principal obstacle à la préservation du sol n'est probablement pas technique.

Il nous faut apprendre à considérer avec humilité cet humus dont est issu l'humanité. Il nous faut apprendre à aimer la terre non plus uniquement pour ce qu'elle nous donne, mais pour ce qu'elle est. Il nous faut apprendre à ne plus voir la terre comme une chose sale et peu moderne dont nous devrions nous libérer, mais comme l'indispensable terreau dans lequel plongeront les racines vivantes de notre avenir. Il nous faut retrouver la « *faculté de sentir* »⁸ ce sol, fondement de la vie terrestre. Car comme le disait Masanobu Fukuoka, « *Si l'on peut faire l'expérience de la participation à ce cycle, le sentir chaque jour, rien d'autre n'est nécessaire.* » La sève précède le sang. Le sang précède du sol. Et c'est peut-être dans ce que nous nous acharnons aujourd'hui à détruire que réside ce que nous cherchons le plus. Ce que le chant, ou le poème, est le plus à même de révéler : *Et celui qui sait voir la terre aboutir à des fruits, point ne l'émeut l'échec, quoiqu'il ait tout perdu.* (René Char)

Emmanuel Godinot,
Ouvrier agricole, musicien.

¹ - Charte mondiale des sols -, Food and Agriculture Organisation (FAO), 1982.

² <http://www.manicore.com/documentation/urbanisation.html>

³ <http://www.un.org/apps/news/StoryF.asp?NewsID=27872&Cr=désertification&Cr1=#.UQABR66YAhK>

⁴ Gis Sol. 2011. L'état des sols de France. Groupe-ment d'intérêt scientifique sur les sols, p110.

⁵ Claude Bourguignon, *Le sol, la terre et les champs*, Paris, Sang de la Terre, 2002, p47.

⁶ Cf. Jean-Pierre Berlan (sld.), *La guerre au vivant, OGM et mystifications scientifiques*, Marseille, Agone, 2001.

⁷ François Terrasson, *La peur de la nature*, Paris, Sang de la Terre, 2007.

⁸ Cf. Jean-Claude Besson-Girard, *Decrescendo cantabile*, Lyon Parangon, 2005.

L'AGRICULTURE COMME LIEN À L'AUTRE ET AU VIVANT

Entre deux traites de brebis, Hervé, paysan sans terre au « Jardin est Ouvert », nous accorde une interview. Rien de facile quand on décide de produire autrement, d'assurer l'écoulement d'une production diversifiée sans devoir passer par des intermédiaires et être à la merci du consommateur. Cela semble pourtant inévitable pour rétablir des liens essentiels brisés par le marché, redonner du sens, de la cohérence dans un système où les êtres ont parfois oublié des principes essentiels : ceux du vivant.

Kairos : Quelles sont tes activités, et leur origine ?

Hervé : Actuellement, on travaille sur trois hectares dont 30 ares de maraîchage et le reste qui sert à l'alimentation du bétail - pâture, production fourragère et production céréalière pour l'alimentation du troupeau de brebis. Avec ces surfaces-là, on produit des fromages bio qu'on commercialise sur le marché et un peu plus de 80 paniers hebdomadaires pour des groupements d'achat et des entreprises qui sont dans une forme de « recherche éthique ».

J'essaye d'avoir un système qui assure une certaine stabilité, avec un output, c'est-à-dire tout ce qui sort de la surface : tes récoltes, ta viande, tes produits, etc., tout en essayant que la terre, malgré cet output, soit maintenue à son même taux de fertilité.

A l'origine, j'ai un parcours en ONG, où je me suis occupé pendant plusieurs années des questions de développement rural et ai travaillé avec des organisations de producteurs. Dans le cadre de ce travail, il était fort question d'un modèle de petite production, type exploitation familiale, en lutte d'une certaine façon contre des politiques de développement, qu'elles soient nationales ou importées via la « coopération internationale », qui sont des modèles beaucoup plus productivistes, assez destructeurs de l'environnement et portés sur des écosystèmes plus fragiles qu'ici.

Là-bas, j'avais le sentiment qu'ils avaient une vision de l'agriculture parfois beaucoup mieux construite et ancrée dans une analyse globale de la société, tout en étant victime des mêmes paradoxes que nous, c'est-à-dire soumis à des pressions financières et alimentaires qui relèguent souvent l'environnement en seconde position. On commence néanmoins, ici en Belgique, à percevoir les limites d'une agriculture intensive qui sévit depuis maintenant 100 ans.

K. : Intensive, avec des petites exploitations qui disparaissent chaque semaine et des agriculteurs qui arrêtent leur activité et ne sont pas remplacés ?

Hervé : Ça c'est le fait de l'accélération de l'intensification ; je pense que ce qui se passe actuellement en Europe, c'est une course ; la personne qui va survivre dans le modèle actuel est celle qui produit le moins cher. Et la personne qui produit le moins cher dans le système actuel est celle qui va pouvoir se mécaniser le plus sur une plus grande surface.



Illustration: Chloé Perennau

K. : Qui va donc s'endetter, en tous cas pour les agriculteurs qui commencent ?

Hervé : Dans cette course, les agriculteurs qui débutent n'ont pas leur place. Ceux qui commencent, ce sont ceux qui reprennent la ferme des parents et vont continuer à l'agrandir.

K. : S'il veut survivre, l'agriculteur conventionnel ne peut que s'agrandir, tout le temps ?

Hervé : Oui, je crois. Mais ce n'est pas qu'il « adopte la méthode » : on est dans des systèmes sur lesquels on n'a pas une emprise totale. L'agriculteur qui a 80 hectares, il travaille aujourd'hui pour survivre, ce qui l'oblige à se mécaniser, à vendre à certains opérateurs, à acheter à d'autres, donc il est aux prises avec un certain système. Tu peux revenir sur des niches de proximité : circuit court, valorisation, diversification, accueil, qui permettent à des petites structures, en créant de la valeur ajoutée, de sortir de ce système de grande production dans laquelle c'est la loi du plus fort, et donc du moins cher, qui prime. Donc celui qui ne va pas être compétitif demain, c'est comme pour le lait, c'est à perte. Et ces fermes qui disparaissent, elles vont en réalité à l'agrandissement.

K. : Tu penses que ces deux modèles peuvent coexister ? Comment, face à un consommateur également attiré par les « prix bas », justifier un prix un peu plus haut pour des produits issus de l'agriculture biologique ?

Hervé : Il y a un prix du marché qui représente une forme d'agriculture qui ne prend en compte que certains coûts, et dont la production a un coût relativement faible par rapport à la nôtre. Mais même cette production-là n'est pas rentable et ne permet à personne d'en vivre, on doit donc pallier cela, par des primes ou par des niches. Dans le bio, c'est moi et les consommateurs qui assumons le surprix. Pour que je survive, il faut que le consommateur paie plus cher, ce qu'il fait sur le prix réel, mais également en s'organisant pour que je puisse livrer 20 familles en une seule livraison, et en faisant un seul paiement afin que

Une fois que ce lien est créé, on ne parle plus de clients, de producteurs, on ne parle plus de prix, on est ensemble.

je n'ai pas de comptabilité à gérer. On fait donc un choix éthique en acceptant de subvenir à nos besoins de base et en sachant qu'on ne gagnera pas beaucoup.

K. : Tu ne veux pas opposer les agriculteurs productivistes et ceux qui font de l'agriculture bio, tous les deux étant pris dans un système de marché qui détermine des prix ?

Hervé : Je crois. Il y a clairement des politiques qui sont sous pression de l'agro-industrie, laquelle exige une alimentation à bas prix qui permette à son tour aux acteurs de la distribution et de la transformation des aliments à grande échelle d'avoir des intrants à faible coût, ce qui leur garantit de plus grandes marges. Mais ils sont aussi sous une certaine contrainte de devoir garder des denrées alimentaires à un prix abordable pour la majorité de la population. Et cela remonte à bien plus haut à partir du moment où, au niveau de l'OMC, des États se sont engagés à libéraliser complètement leur secteur agricole, ce qui pose de vrais problèmes en terme de pouvoir des acteurs : un lobby de la grande distribution, au niveau européen, bien organisé, a clairement plus de poids et d'influence sur un système agroalimentaire que des producteurs, même des consommateurs ; on a des consommateurs qui demandent du bio, qui ne veulent pas d'OGM, et pourtant les OGM rentrent, il y a des essais, la nourriture de beaucoup de bovins est constituée essentiellement de transgénique.

K. : Dans ce sens, est-ce que les agriculteurs conventionnels ont la capacité d'en sortir, ne sont-ils pas un peu « enchaînés » ?

Hervé : Les avis sont différents. Il y a des peurs, parce que tu dois passer d'un système à un autre et comme ce sont des structures qui ont des emprunts la plupart du temps importants, il y a un énorme risque que cette transition se passe mal et, le cas échéant, que tu ne puisses plus rembourser tes emprunts. D'un autre côté, une ferme c'est un système, tout est lié. Tu es dans un système A et tu ne connais pas le système B, tu ne sais pas comment faire pour aller de A à B, donc il y a une transition à gérer, qui n'est pas du tout évidente.

K. : Il existe une aide à la reconversion ?

Hervé : En Région wallonne, il existe une aide à l'hectare qui est plus importante les années de conversion. Ceux auxquels j'ai parlé, qui ont reconverti leur ferme et qui ont des surfaces jusqu'à 40 hectares, sont hyper heureux de l'avoir fait ; mais ça a impliqué des tas de changements, et ils sont passés par des années relativement dures.

K. : L'agriculture bio porte un projet de société, est subversive, privilégie les circuits courts, l'humain...

Hervé : Ça c'est le cahier des charges originel, mais ce n'est plus l'agriculture bio actuelle, l'agroalimentaire fait pression pour ouvrir ce cahier des charges. Au départ, l'agrobiologie avait plusieurs composantes, dont une sociologique, humaine. Cette composante-là est totalement tombée, finalement le cahier des charges s'est réduit à une partie uniquement technico-agronomique. Ce qui est en train de se passer, c'est qu'on va vers du business bio, c'est-à-dire 40 hectares de poireaux, 100 hectares de carottes... Mais d'un point de vue humain, durabilité, équilibre et qualité de la nourriture, ces systèmes ne sont pas optimaux.

K. : Qu'est ce que les agriculteurs peuvent faire pour cela ?

Hervé : Je pense que la question du lien est importante. Le problème du consommateur, c'est qu'il est dans sa ville, coupé de tout. Pour ma part, je suis persuadé que le modèle urbain est un modèle hors-sol qui n'a pas d'avenir. Quelqu'un qui vit en ville, dans un environnement majoritairement bétonné, il va au supermarché et le rapport qu'il a avec son alimentation s'arrête là ; il ne voit rien de ce qu'il y a derrière. Il ne sait pas que « bio » ça peut vouloir dire que la tomate est produite en serre chauffée ; que ça peut vouloir dire que ce sont des gens dans des conditions socialement inadmissibles qui ont récolté ces produits au bout de la planète. Et même s'ils le savent intellectuellement, ils ne le vivent pas. Alors je pense que, à notre niveau, on doit recréer du lien humain et amener les gens à retoucher la terre, les légumes, à retrouver l'essence et l'importance qu'il y a dans la nourriture et dans la façon dont elle est produite. Prendre conscience qu'eux, en achetant des choses ont du pouvoir, et donnent leur accord.

K. : Est-ce que tu fais des paniers pour des gens qui vivent dans des villes ?

Hervé : Majoritairement en ville, il y a une forte demande.

K. : Pour aborder le modèle de production dans ta ferme, peux-tu décrire l'équilibre qui régit celle-ci ?

Hervé : Je n'ai pas un système fixe que j'aurais pu expérimenter sur une certaine durée. J'essaye d'avoir un système qui assure une certaine stabilité, avec un output, c'est-à-dire tout ce qui sort de la surface : tes récoltes, ta viande, tes produits, etc., tout en essayant que la terre, malgré cet output, soit maintenue à son même taux de fertilité. Parmi ces méthodes, je pratique l'utilisation du fumier. C'est un système durable qui est celui de la polyculture-élevage : l'élevage qui non seulement valorise une partie de tes cultures mais en plus ramène des intrants : tout le fumier reconstruit

l'humus et la valeur de ton sol.

K. : Vous travaillez artisanalement, manuellement. Par exemple vous trayez les brebis deux fois par jour pendant 7 mois, c'est un fameux boulot !

Hervé : C'est rationnel dans notre cas de le faire à la main, je ne dis pas que si j'avais 60 brebis ou si j'étais plus âgé je pourrais encore le faire, donc il faut être souple par rapport à cette question de la mécanisation. Mais je crois que le fait de traire à la main, ça donne une meilleure qualité. Je pense, par exemple, que les machines amènent des problèmes de mammite, mes brebis n'en ont jamais eus.

K. : J'ai l'impression qu'on revient souvent à la même chose : les plus grosses productions impliquent les machines, et phagocytent les petites fermes. Faudrait-il plus de petites fermes ?

Hervé : Ça dépend ce qu'on veut. Aujourd'hui, la société fait un choix, celui d'avoir une alimentation à bas prix disponible pour les villes dans les grandes surfaces. C'est le modèle de consommation. Le modèle que tu dis là, il n'est pas réaliste aujourd'hui parce que les gens sont concentrés dans des villes. Donc si tu as plein de petites fermes partout comme la mienne, comment va-t-on faire pour réaliser la distribution pour 11 millions d'habitants, ce n'est pas possible. Ce modèle-là, c'est le modèle de l'époque où les gens étaient éclatés partout. Il existe des modèles de production, de distribution et de consommation, et ces trois-là sont liés : tu peux pas faire bouger l'un sans faire bouger les autres. Si dans le futur, les villes s'étendent et que l'on retourne plus vers un réseau que vers un noyau, ce sera possible.

K. : Que penses-tu de l'agriculture urbaine ?

Hervé : Rien du tout. Je n'y crois pas... enfin, oui, tu peux produire des choses mais je ne crois pas au modèle de la ville, et encore moins à celui de l'agriculture en ville. La ville est un modèle qui a été permis par un carbone pas cher. Demain s'il devient cher, ou imaginons même qu'il n'y en ait plus du tout, on sait qu'il va y avoir des problèmes pour nourrir les villes, pour y acheminer les produits. La logistique qui fait que le producteur est loin du consommateur n'est permise que parce qu'il y a du carbone pas cher.

A Montréal, il y a un gars qui couvre des bâtiments de tunnel, tout est en hydroponie¹ et il produit énormément. Il produit dans des conditions optimales d'un point de vue technique. Mais je pense qu'un moment, il faut descendre au niveau de son intériorité et se poser la question si cela fait du sens : Est-ce que ça a du sens pour toi de faire pousser des tomates dans un substrat inerte sur le toit d'une baraque, en plein milieu de la ville ? Pour moi ce qui fait du sens, c'est d'avoir un coin de terre, de la travailler pour garder un rapport avec ce qui vit, et d'être dans un environnement qui vit naturellement, de voir la nature s'exprimer à côté de moi et de constater cette magie.

K. : Pour en venir sur le rapport aux acheteurs... comment tu les appelles, les clients ?

Hervé : On les appelle « les groupes ». Dans notre système on a une permanence, j'amène les légumes en vrac, je mets une liste avec ce que chacun doit prendre, et chacun pèse les légumes. De façon générale, ils sont assez tolérants, ce qui fait que j'ai beaucoup moins de pertes que si je devais livrer à un acteur qui est dans les normes d'apparence des produits actuels.

K. : Pour en venir sur le rapport aux acheteurs... comment tu les appelles, les clients ?

Hervé : On les appelle « les groupes ». Dans notre système on a une permanence, j'amène les légumes en vrac, je mets une liste avec ce que chacun doit prendre, et chacun pèse les légumes. De façon générale, ils sont assez tolérants, ce qui fait que j'ai beaucoup moins de pertes que si je devais livrer à un acteur qui est dans les normes d'apparence des produits actuels.

K. : Il y a un jeu énorme sur l'apparence, et un travail énorme à faire aussi avec les personnes à ce niveau . C'est étonnant ce dégoût de la nature, une limace dans une salade c'est un bon signe !

Hervé : Il y a un dégoût de la nature, je pense. Il y a une construction mentale de la réalité qui ne prend plus du tout en compte cette partie vivante et naturelle et le fait que l'on reste un animal. Il y a mille exemples de choses qui sont de moins en moins naturelles. Je pense à la maternité, à l'accouchement, la systématisation des césariennes et de la péridurale... tu peux avoir des femmes qui te disent qu'allaiter ça les dégoûte. Il y a donc un moment donné une construction mentale qui prend le pas sur une physiologie. Si on revient

à l'élevage, on voit des travers, il arrive que des juments ne se mettent plus en chaleur parce qu'elles n'ont plus jamais été saillies ; n'ayant vécu que des inséminations artificielles. Il y a des pertes d'instinct maternel : si tu tires toujours les jeunes et que les mamans n'ont plus l'occasion d'allaiter, d'avoir un contact avec leur progéniture, un moment donné les animaux ne s'occupent plus de leurs jeunes. On voit donc avec les animaux que quand on se coupe du vivant, le vivant programme la fin. Une race qui ne vient plus en chaleur, c'est une race qui s'autodétruit. Le vivant a une logique et si tu vas à l'encontre de cette logique, le vivant amène la mort. Nous en bio, on va vers des élevages rustiques, on essaye d'avoir des animaux qui sont résistants, on produit moins mais on y arrive. Dans l'industrie, on maintient la production avec des artefacts, à coup de pharmacopée, de boostant, mais c'est destructeur. On devrait retourner, je crois, à la compréhension de ce que sont les principes du vivant, si on veut continuer à avoir des systèmes vivants.

On devrait retourner, je crois, à la compréhension de ce que sont les principes du vivant, si on veut continuer à avoir des systèmes vivants.

K. : Est-ce que tu constates une modification consciente dans les groupes d'achat ? C'est un peu un travail de désendoctrinement ?

Hervé : Non, je ne suis pas sûr que ça passe par ça. Ce qui se passe c'est qu'il y a un lien affectif qui se crée avec ces gens, et petit à petit tu donnes des informations qui passent, dans le processus information-sensibilisation-mobilisation. Une fois que ce lien est créé, on ne parle plus de clients, de producteurs, on ne parle plus de prix, on est ensemble. Et ça, ça transcende le marché, car le problème c'est que le marché oppose via un prix un producteur et un consommateur, le premier veut plus, l'autre moins cher. Et on est là dans cette logique d'opposition et de suspicion. Ici ce truc là est balayé, on ne parle plus du prix, on parle argent mais plus par rapport à la façon de faire pour que ce soit viable pour moi, et comment faire pour que ce ne soit pas trop lourd pour eux. Donc on est partenaires, plus que consommateurs/producteurs. Le mot client je ne l'utilise absolument jamais, ce sont des abonnés, des groupements... On vient récemment de fêter la fin de la saison, on s'est retrouvés dans un café avec les deux groupements.

K. : C'est étonnant comme tout revient un peu à la même chose : le lien essentiel entre les êtres humains, qui en fin de compte a été détruit par le marché qui atomise les individus. Dans une grande surface, on prend un produit comme s'il s'autogénérait.

Hervé : (rire). Le circuit et la distribution ne sont pas visibles. Avec le lien – à ton corps, aux autres, au vivant – des gens, trop enfermés dans des soucis mentaux et matériels, redécouvrent à quel point il y a des choses qui sont l'essence même de la vie, comme le corps, l'alimentation, le rapport avec le vivant. Ce que tu découvres parfois trop tard, quand tu es malade.

Propos recueillis par A.P.

¹. Voir pages 18 et 19.

JOOST ET ANDY : RENCONTRE DANS UNE FERME FAMILIALE

Andy et son père, Joost, me reçoivent dans l'exploitation familiale: 130 hectares de terres dispersées dans la région wallonne, où l'on cultive la racine de chicons pour la vente en vrac. Parti d'une petite ferme de 1 hectare avec son épouse, Joost revient sur l'évolution de sa production, au départ un choix qui, progressivement, est devenu nécessité.

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

L'interrogation sur les fondements d'une autre agriculture et la place essentielle dans un projet de ceux qui n'épousent pas dans leur pratique une philosophie « non-conventionnelle », ressort avec d'autant plus d'acuité que le fils, Andy, rêve de développer une exploitation de maraîchage biologique après une année de formation au CRABE, tout en travaillant à mi-temps comme aidant-agricole avec son père, « complètement pris dans les deux modèles » donc. Rencontre entre un père et un fils, porteurs chacun de deux modèles d'agriculture différents, mais dont la position respective, plus que de marquer des divergences, interroge sur les moyens que nous avons de passer à autre chose. Et sur la nécessité, peut-être, de ne pas chercher à opposer.

Kairos : Avez-vous repris cette ferme, à l'origine ?

Joost : On a repris l'exploitation en 82, en rachetant une petite ferme avec 1 hectare. Moi et mon épouse, nous travaillions ailleurs. J'étais électricien, elle était aide-infirmière. J'ai repris d'abord une petite tournée de lait, sous une forme de commerce ambulant. Issu d'une famille de 10 enfants, j'avais de la chance car mes parents sont agriculteurs, ceux de mon épouse aussi, on a donc vu travailler la terre. Malgré qu'on n'y connaissait pas grand chose on savait donc toujours où se retourner pour demander. On a commencé comme ça, de la vente directe de fraises et de chicons : on a planté 20 ares de fraises, un demi-hectare de chicons, on s'est concentré sur la vente directe. Puis l'année d'après, on avait 50 ares de fraises, et on a commencé à louer des terres ailleurs pour mettre des chicons pour pouvoir en avoir plus. Ça c'était le point de départ, et puis on a grandi tout doucement pour arriver au niveau où l'on est aujourd'hui.

K. : C'est-à-dire ?

Joost : Nous ne sommes pas vraiment des agriculteurs terriens, on cultive la racine de chicon sur 130 hectares, sur des terres louées à l'année à des propriétaires auxquels on propose une somme d'argent pour qu'ils les libèrent pendant un an afin d'y mettre des racines de chicons, comme ça se fait beaucoup pour les pommes de terre, le lin, les petits pois.

K. : Et cet agrandissement, c'était nécessaire ...

Joost : Il y a toujours un seuil limite où il y a une rentabilité nécessaire, on faisait de la vente directe au consommateur mais les fraises ce n'était que pendant un mois ou deux, les chicons uniquement en hiver... on avait un magasin. Pourquoi agrandir ? On était jeune, on avait faim, nos enfants étaient là. Donc on s'est spécialisé dans une culture.

K. : Donc vous avez arrêté la vente directe et vous avez vendu en grande surface ?

Joost : Oui, à la criée. Et là pour retrouver le même salaire, il fallait avoir trois fois, quatre fois la superficie.

K. : Vous avez du percevoir une forte différence entre la vente directe, avec des clients peut-être plus sensibilisés, et la vente à la criée où l'on passe par un intermédiaire, par le marché ?

Joost : Nous avons fait le pas d'avoir une coopérative, nous devons donc fournir un produit standard, visuellement beau, qui conserve bien et qui a une « importance marketing » ce qui est demandé par la majorité de la population. Le critère visuel est très important. Quand on avait notre magasin, on vendait notre produit, on pouvait le valoriser différemment. Une feuille un peu détachée, c'était une feuille qui était consommable. Dans la grande surface, c'est différent. On n'a pas le retour de satisfaction par rapport à notre marchandise.

K. : Vous aviez dès le départ une idée de la

« J'ai une philosophie : mes grands-parents, mes parents ont eu faim pendant la guerre. C'est après la guerre que beaucoup de produits phytosanitaires ont été inventés afin d'avoir des rendements bien supérieurs et avoir à manger. »

façon dont vous alliez cultiver, quels produits vous alliez utiliser ?

Joost : Non, quand on a commencé on ne s'est jamais posé la question « biologique ou traditionnel ». C'était traditionnel.

K. : C'est-à-dire ?

Joost : Il y a une culture qui existe et on applique les techniques qui sont connues, on utilise les produits qui sont homologués pour ces cultures-là. On ne s'est jamais posé plus de questions. Le plus important c'était d'avoir un bon produit, avec du goût, commercialisable. On ne se posait jamais la question sur les produits phytosanitaires ou autres. On utilisait à bon escient et puis voilà.

K. : Cette utilisation avait déjà lieu dans votre famille ?

Joost : Les produits phytosanitaires, oui.

Andy : Quand tu commences, tu fais appel à un conseiller qui te propose des produits...

Joost : Il faut se mettre dans le contexte : c'était les années 80, on parlait pas de bio. Pour nous, se lancer était déjà un énorme défi.

K. : Comme on ne se posait pas la question, la dangerosité de ces produits n'était pas évoquée ?

Joost : Moi, par principe, s'il y avait une agrégation et les doses homologuées, on pouvait le faire.

K. : Et vous pensez toujours cela ?

Joost : (silence) J'ai une philosophie : mes grands-parents, mes parents ont eu faim pendant la guerre. C'est après la guerre que beaucoup de produits phytosanitaires ont été inventés afin d'avoir des rendements bien supérieurs et avoir à manger. C'est vrai que cela fait peur, mais si on prend toutes les précautions...

Donc je me dis, faire une société clean sans produits phytos, oui, pourquoi pas, mais au dépend de quoi ? Qu'est ce qu'on aurait de plus ou de moins ? On peut faire le pari et faire le chemin, mais ça ne sera pas si simple que ça.

K. : Quand on est dedans, est-ce que ce n'est pas dur d'en sortir aussi ?

Joost : Est-ce qu'on veut en sortir ? Est-ce qu'on doit en sortir ? Moi, je ne me pose pas la question s'il faut en sortir, car si je me dis ça, le jour où je serai sur mon lit de mort je devrai dire « j'ai raté ma vie »... Dès qu'on ouvre une bouteille de produits phytos, on pollue le monde... Non, ce n'est pas si simple que ça. Moi je pense qu'il faut faire confiance.

Andy : Toi, tu fais confiance aux réglementations.

Joost : Oui, comme on fait confiance à la loi belge.

K. : C'est intéressant, car cette confiance est aussi liée au fait que, d'une certaine manière, vous devez leur faire confiance car ne plus le faire impliquerait une remise en question complète, et justement comme vous disiez, cela fait peur.

Joost : Toi tu me poses cette question avec un sous-entendu : « il faut passer de l'autre côté ». Ce n'est pour moi pas nécessaire à ce point-là, je pense. On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société.

Andy : Je crois, comme il dit, que chacun doit faire son chemin. Je ne crois pas à la posture radicale qui dit « il faut tout changer tout de suite ». Chacun, par rapport à la situation où il se trouve maintenant, doit se regarder et faire des efforts. Là, actuellement, la structure qu'a créée mon père ne permettrait pas de passer du jour au lendemain au bio mais, à son échelle, il peut se poser la question de ce qui peut être fait aujourd'hui : « comment améliorer mes cultures »? Il y a eu la mise en place ici d'une station de biométhanisation, avec la racine ils produisent de la chaleur et de l'électricité. J'ai également repris la liste des produits qu'il avait utilisés, j'ai regardé quel était le principe actif et on tente de voir s'il n'y a pas un produit qu'il utilise en trop ou s'il est nécessaire d'utiliser telle quantité.

Joost : Au départ, tu parlais d'un journal antiproductiviste, est-ce qu'il y a un lien avec la question

de la culture traditionnelle et de la culture bio ? Est-ce que si l'on fait du traditionnel, on est productiviste ?

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

K. : Venant d'un journal antiproductiviste, on pourrait vite, par raccourci, passer pour des personnes qui sont contre les agriculteurs conventionnels. Ce n'est pas le cas. On est tous, d'une certaine façon, victime d'un certain système.

Joost : Je ne suis pas d'accord avec le mot « victime ». Je ne suis pas une victime, je fais les choses que j'ai décidé de faire.

Andy : Mais elles sont liées à un contexte...

Joost : ... et dans ce que je fais, il y a des failles et c'est pas 100% bien, et je sais qu'il y a du chemin à faire, et la génération suivante est là, pour nous aider, mais être « une victime »...

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

K. : Je crois que quand on se lance comme agriculteur, il y a sans doute certaines pratiques qui sont prédéterminées, vous l'avez dit vous-même : « pour moi, c'était logique et donc il n'y a pas lieu de critiquer cela. Personne ne pourrait dire « il n'avait qu'à faire autre chose ». Mais après cela, on peut se questionner sur la difficulté qu'il y a à se dire que cette logique n'était pas logique.

Andy : Pour eux, les produits phytos, ça vient après. La première chose c'est d'abord cultiver, c'est là qu'il y a le plaisir.

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

K. : D'accord, mais la question demeure quand même : est-ce qu'on peut se passer de produits phytos, est-ce qu'on peut cultiver autrement ?

Andy : Je crois que chaque agriculteur peut cultiver sans pesticides parce qu'il y a des moyens qui existent. Il y toutefois encore des questions qui se posent, et ma formation d'une année en agriculture bio ne me permet pas de répondre à toutes : comment on cultive telle chose en bio, comment gérer telle maladie... Mais j'ai la certitude qu'on peut cultiver sans.

K. : Et pour toi, justement, comment cela s'est passé ? Tu es né ici ?

Andy : Je suis né à la ferme (rire).

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

K. : Tu as grandi en voyant ton père travailler.

Andy : J'ai grandi dans les chicons. Mais à la sortie des mes humanités je ne me voyais pas nécessairement agriculteur. J'ai fait des études d'assistant social, puis deux années d'anthropologie. L'agriculture est arrivée plus tard avec cette question sous-jacente : cultiver, oui, mais comment ? J'avais l'exemple de mes parents mais qui gèrent quand même une énorme structure avec des ouvriers, 120 hectares, une échelle qui ne me correspondait pas.

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

K. : En quoi ?

Andy : C'est mon chemin, c'est une question de ressenti personnel. Déjà en tant qu'assistant social, notamment dans des stages avec des sans abris, je ressentais ce manque du lien avec la terre. Disons que ce travail de donner du sens, je le trouvais à travers le travail de la terre et l'alimentation. Quand, après, j'ai étudié l'anthropologie, c'était aussi avec cette idée de pouvoir comprendre le contexte du milieu agricole, de percevoir les contraintes : est-ce que par exemple l'utilisation des pesticides est le propre choix de l'agriculteur, est-ce que cela est influencé par d'autres... J'ai ce besoin de com-

prendre l'agriculture et cette logique de production qu'expliquait mon père, à savoir qu'au départ il a démarré avec une petite production en vente directe mais qu'après, il y a quelque chose qui fait qu'il faut toujours grandir un peu plus.

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

K. : Ce sont des choses dont vous discutez ensemble, avec ton père ?

Andy : Il y a toujours eu un peu de débat.

Joost : Peut-être le plus dur entre nous deux c'est cette opposition à ce niveau-là. Ça reste un peu difficile, parce que moi je lui disais « allez, faut avancer, prend tout de suite la grosse machine ! », et lui avec sa philosophie...

Andy : Je regarde le matériel d'occasion, j'essaie de limiter l'investissement de départ.

K. : Cette opposition a quelque chose d'intéressant.

Andy : Oui, c'est chouette. Je connais des gens avec des idées très radicales vis-à-vis de l'agriculture conventionnelle avec lesquels je partage des idées mais de nouveau, vivant dans une famille d'agriculteurs, j'essaie de distinguer les personnes des structures. Ne pas dire « les agriculteurs c'est tous des cons », j'essaie de comprendre le contexte, d'éviter cette tendance à vouloir aller dans l'opposition, qui est aussi une manière de se définir. Il y a une tendance à aller vers une définition de ce que l'on est en fonction de ce que l'on n'est pas.

K. : Est-ce qu' Andy a réussi à vous convaincre ?

Joost : Me convaincre qu'il y a un avenir dans l'agriculture bio, oui je pense.

Andy : Ma question par rapport à l'agriculture reste toujours celle de la possibilité d'en vivre. De ce que j'ai visité, cela me semble quand même très difficile. C'est une question avec laquelle mon père vient souvent, c'est cette question de la rentabilité : « c'est bien beau ton projet, mais est-ce que travailler ces petites surfaces va être rentable ».

Joost : Au début, quelqu'un qui veut faire du bio va devoir faire 36 légumes. Un homme ça coûte 20 euros de l'heure. T'as commencé à bouger des salades mais il faut déjà en bouger combien pour pouvoir gagner ta vie ? Si tu ne sais te perfectionner en rien mécaniquement, il te faudra vraiment une grosse plus-value sur ton produit. La main-d'œuvre dans l'agriculture, c'est souvent celle avec les salaires les moins élevés car on ne sait pas transcrire une main-d'œuvre dans le prix de vente. On produit une voiture, la main-d'œuvre coûte 100 eh bien on doit la vendre 100,05. Nous ce n'est pas comme ça, c'est l'offre et la demande : il y a du soleil, ça vaut rien, il pleut ça vaut cher. L'agriculture n'a jamais su vendre son produit à un juste prix. Si on comptait au prix réel, nos produits seraient beaucoup plus chers.

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

K. : L'agriculture conventionnelle n'est pas viable sans avoir recours à de la main-d'œuvre bon marché, aux subventions...

Joost : Non, ce n'est pas viable. Et ce n'est pas de notre faute. Mais avec la mécanisation, un seul agriculteur peut maintenant cultiver 100 hectares.

K. : Au prix de la disparition de petites structures, et de l'endettement.

Joost : Oui, je suis tout à fait d'accord, mais physiquement c'est possible. Par contre dans l'horticulture on est tenu à de la main-d'œuvre.

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

K. : Si vous deviez recommencer aujourd'hui ?

Joost : Non, je reste comme ça. Enfin, je sais pas parce que l'autre fois je te disais (parlant à son fils), « tu viens ici et on se lance en bio ». Mais bon, ça restera une grande structure mais en bio, mais ça ne va pas avec ta philosophie.

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

Andy : C'est pas le mot bio qui m'intéresse le plus mais la philosophie de la petite structure, de pouvoir être maître de mon produit en ayant un respect social et économique.

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

K. : Ce que rend difficile la grande structure ?

Andy : Oui, mais en même temps il me dit « on peut commencer demain en bio ». A mon avis c'est possible mais je pense que ce serait quand même très compliqué, par exemple de se passer de tous ces pesticides parce qu'à partir du moment où une personne travaille sur une grande échelle ce genre de produits s'avère nécessaire. Ça demanderait une main-d'œuvre qui serait tout autre.

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

K. : Est-ce que vous ressentez encore maintenant cette nécessité de l'agrandissement dont nous parlions au début ?

Joost : Oui, une fois que tu travailles avec du personnel, tu ne sais pas faire autrement. C'est une obligation. Cette année, les salaires ont augmenté de 4%, ce qui est d'ailleurs une bonne chose. Mais cet argent-là vient d'où ? Mon produit ne va pas se vendre 4% plus cher. Donc, soit je dois augmenter ma production, soit je dois travailler encore mieux. 25.000 euros de salaire sur l'année, je retire ça de mon salaire, je suis au RMI. Aller demander à la grande surface de vendre mes chicons deux euros plus cher ? L'agriculture est à l'image de la société. Cette obligation de l'agrandissement se voit partout. Dans les familles aussi : on va à la mer, puis on veut aller en Espagne, puis en Amérique. La grande consommation, c'est tout cela aussi.

Et puis la terre est devenue une valeur sûre. La bourse a été tellement mal qu'il y a des gens en dehors de l'agriculture qui ont commencé à investir dans la terre. Mais cela signifie qu'ils achètent des terres plus chères que ce qu'elles rapportent en agriculture.

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

K. : Ça augmente le prix des terres ?

Joost : Oui, mais ça veut également dire que celui qui a 15 ou 20 hectares et qui a une opportunité de vendre à un bon prix : pourquoi continuer ?

« On va y arriver mais en douceur, et heureusement qu'il y a des jeunes générations qui vont plus vite que nous. Nous, nous sommes installés, on a grandi là-dedans et on apaise nos esprits en faisant confiance à la société. »

Propos recueillis par A.P.

VILLE ET AGRICULTURE, OPPOSÉES... MAIS COMPATIBLES !

RÉFLEXIONS SUR L'AGRICULTURE URBAINE

Ville et agriculture, malgré ce que l'on pourrait avoir tendance à croire, sont inséparablement liées, puisque l'agriculture était une condition préalable au développement des villes. En effet, en améliorant les techniques agricoles, l'homme a pu générer une augmentation de la production alimentaire par unité de surface qui a eu deux conséquences : un accroissement des densités de population, et la création d'un surplus échangeable. La proportion d'agriculteurs a alors pu diminuer et laisser place à d'autres métiers, qui sont devenus permanents (artisanat, commerce, etc...). La ville et l'agriculture ont ainsi évolué en interaction pendant des milliers d'années. Par définition, la ville n'est donc pas autosuffisante : elle est constamment en situation d'insécurité alimentaire car elle dépend de la production des territoires qui l'entourent.

Jadis, les échanges entre la ville et sa campagne se faisaient sur un territoire géographique relativement restreint : la production avait lieu à l'extérieur des murs pour la consommation de ceux vivant à l'intérieur. Les révolutions agricoles liées à la mécanisation, l'amélioration du transport et la mondialisation ont radicalement et rapidement bouleversé cet équilibre : il est désormais courant, à Bruxelles, de consommer des tomates d'Espagne ou des haricots du Kenya. Le lien entre la ville et sa campagne s'est pro-

gressivement dissipé, pour semble-t-il presque disparaître dans la conscience. Mais la sous-traitance mondialisée de l'agriculture bute devant certaines réalités. La diminution des ressources en pétrole fait maintenant apparaître comme évident la non-viabilité de ce système mondialisé dans lequel nous évoluons aujourd'hui. Ce n'est toutefois pas le « manque » à venir de pétrole qui rend notre modèle de développement peu durable, mais son caractère indispensable et les maux qu'il engendre (guerres, pollution, conflits, destruction de la nature, inégalités, ...) : faudrait-il dès lors attendre la dernière goutte du précieux liquide ? Comme le dit un ancien ministre à l'OPEP¹, Cheikh Yamani, « l'âge de la pierre ne s'est pas terminé en raison d'une pénurie de cailloux », il est impérieux de faire évoluer notre système avant que le pétrole ne vienne à manquer. Imposer un système sociétal radicalement nouveau et le mettre en place du jour au lendemain étant toutefois peu envisageable, la réelle possibilité de changement reste l'évolution continue et progressive vers un modèle idéal.

Même si cela peut paraître paradoxal, les initiatives qui permettront ce type d'évolution seront celles qui présentent des points communs avec le modèle actuel, et pourront donc y exister en s'intégrant dans les codes économiques actuels. Elles pourront de ce fait toucher et convaincre une plus grande partie de la population. Afin que ce type d'initiatives ne reste pas marginal et uniquement porté par d'irréductibles gaulois motivés, il faut donc aujourd'hui encourager et

privilégier les initiatives qui permettent de concilier les aspirations et comportements avec les contraintes économiques actuelles de la mondialisation : développer une monnaie locale en parallèle à la monnaie globale, développer des Repair Cafés pour que les gens prennent l'habitude d'aller faire réparer leurs objets cassés... ou comme le présente cet article, développer une agriculture urbaine professionnelle en parallèle aux potagers collectifs.

L'AGRICULTURE URBAINE COMME MODÈLE DE SURVIE LÀ-BAS...

L'idée d'un développement de la production alimentaire en ville a récemment germé au sein de nombreux mouvements alternatifs tels que les « transition towns », les utopies urbaines, la décroissance...mais a des antécédents historiques intéressants. L'idée n'est en effet pas nouvelle : là où l'insécurité alimentaire est un réel problème pour une population, cette solution s'est parfois développée d'elle-même. Ainsi, à Cuba, l'agriculture était principalement tournée vers la monoculture d'exportation, l'utilisation d'engrais et de pesticides et la mécanisation massive. Mais suite à l'effondrement du bloc soviétique et à l'embargo imposé par les USA, l'île a subi une chute drastique des échanges commerciaux et de l'approvisionnement en pétrole. Sachant que Cuba compte un peu plus de 11 millions d'ha-



Illustration: Elise Wik

Même si cela peut paraître paradoxal, les initiatives qui permettront ce type d'évolution seront celles qui présentent des points communs avec le modèle actuel, et pourront donc y exister en s'intégrant dans les codes économiques actuels.

bitants, dont plus de la moitié vivent en ville², le défi fut alors de produire rapidement de la nourriture sans ressources extérieures. Chaque bout de terrain libre a été reconverti en parcelle productive (potagers collectifs), les agronomes enseignèrent les principes de permaculture aux habitants, et des fermes urbaines intensives furent créées. Ce mouvement, au départ citoyen, a très vite été fortement soutenu et développé par le gouvernement. Actuellement, l'agriculture urbaine citoyenne permet la production de 50% des fruits et légumes frais de La Havane (2,2 millions d'habitants), et près de 80% dans les plus petites villes³.

Cuba est de ce fait devenue une référence en matière d'agriculture urbaine et envoie aujourd'hui des agronomes spécialisés dans de nombreux pays sud-américains pour y enseigner les bonnes pratiques, comme au Venezuela où l'agriculture est très peu développée dans les campagnes en raison de la topographie et du climat. Depuis 2003, une vingtaine de coopératives agricoles et plus de 4000 potagers urbains se sont installés dans la ville de Caracas. Leur but est de diminuer à la fois la pauvreté urbaine et la dépendance à l'importation alimentaire.

Ailleurs, d'autres initiatives voient le jour. Ainsi de Nairobi où les bidonvilles se densifient continuellement et ne laissent presque plus de places aux lopins non-bâti. En 2007, sur initiative de l'ONG Solidarités Internationales, des jardins « en sacs » ont fleuri dans quatre grands bidonvilles. Ils permettent depuis lors de nourrir 225.000 personnes tout en permettant aux familles cultivatrices de limiter leur dépendance aux prix des marchés alimentaires, très volatiles. Parfois, la production offre même un revenu supplémentaire pour les familles les plus pauvres⁴.

Ainsi, on constate que lorsque l'insécurité alimentaire est un réel problème, l'agriculture urbaine apparaît spontanément comme une solution viable et durable à l'échelle familiale ou d'un quartier. Il est toutefois paradoxal de voir ces zones urbaines nées sur le délitement de la paysannerie et sur les ruines de la société agricole, chercher des solutions...dans l'agriculture.

... ACTIVITÉ ACCESSOIRE ICI

En Occident, où l'accès à la nourriture n'est plus un problème pour la majorité, on constate que la production alimentaire réelle en ville se fait plutôt pour le plaisir et à titre privé : potagers collectifs, jardinières au balcon... de façon générale la philosophie d'une culture « intra-muros » prend une plus grande place dans la pensée et les pratiques. Mais la possibilité de produire des aliments en ville a également traversé l'esprit de nombreux scientifiques et architectes, qui fantasment sur de futures fermes urbaines dans de gigantesques tours, de cultures verticales à haute densité, en hydro-ou aéroponie⁵, dont l'approvisionnement en nutriment est géré automatiquement en fonction des besoins biochimiques des espèces cultivées. Il est possible de déve-

lopper une solution intermédiaire qui s'inspirerait à la fois des utopies scientifiques, en en limitant les coûts, mais également des petits projets à taille humaine, intéressants et en cohérence avec nos écosystèmes et l'être humain, toutefois tributaires de la volonté d'une population qui n'est pas – présentement – en situation de pénurie.

Il serait certainement judicieux et utile de privilégier le développement d'une agriculture qui récupérerait les surfaces inutilisées de la ville, et qui serait couplée à un « urbanisme agricole » : la production se ferait sur les toits, façades, friches, etc. par des professionnels, en parallèle au développement d'un système alimentaire urbain plus global, et son inscription dans les processus de planification urbaine. Il s'agirait donc de réfléchir à faire pousser et à récolter des aliments frais en ville, mais également à les y transformer (sauces, confitures, huiles, boissons...), emballer (frais, conserves, épices...), distribuer (supermarchés, épicerie, restaurants, traiteurs, groupes d'achats...), stocker, vendre et d'en gérer les déchets produits (compostage servant par la suite comme engrais). Les maillons en amont de l'industrie agro-alimentaire, tels que la fabrication du matériel et des intrants (engrais biologiques, terreau, bacs de culture...), et la production des semences, pourraient également se retrouver dans ces réflexions.

Il existe dans le monde des projets qui s'inscrivent dans une telle optique : la ferme Lufa est installée sous serre sur un toit à Montréal et revend sa production via l'équivalent de nos GASAP ; une serre de 2000 m² a été installée sur le toit d'un magasin de produits frais, le « Vinegar Factory », qui est devenu une réelle institution à Manhattan ; la Tenth Acre Farm, à Brooklyn, a récupéré de vieux terrains de basketball tombés en désuétude (400m²) et y produit 7 tonnes de légumes frais par an ; la Brooklyn Grange est la plus grande ferme urbaine suspendue du monde (3700m²) et revend ses produits à des restaurants, traiteurs et épiciers des environs.

A Bruxelles, l'hypothèse de cultiver en ville semble réaliste d'un point de vue quantitatif : la simple mise en culture des friches urbaines (~1200 ha) permettrait déjà de produire 30% des besoins en légumes des bruxellois⁶. A cette surface s'ajoutent les surfaces horizontales en hauteur, et les surfaces verticales. Des projets ponctuels naissent petit à petit, tels que les dômes géodésiques de Klorofil sur l'ancienne brasserie Bellevue, le potager collectif sur toit de OKNO, et le projet de production agricole en sacs de géotextile mené par le « Début des haricots » (Potage-toit) sur le toit de la KBR.

AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE LA MISE EN CULTURE DES SURFACES URBAINES INUTILISÉES

Aucune ville n'a encore décidé de promouvoir réellement ce genre de projets, ou de favoriser l'architecture générant des surfaces pouvant les accueillir. Elles auraient pourtant tout intérêt à le faire, car en plus de la production locale de légumes frais, l'agriculture urbaine, au sol ou sur toiture, présente de nombreux avantages. Certains ne sont pas quantifiables, comme la qualité paysagère, le cadre de vie, la perception du rythme cyclique naturel, l'esthétique des bâtiments et espaces publics, la diversification des odeurs urbaines, le changement des mentalités (manger local, de saison, gérer ses déchets organiques...), le lien entre citoyen et travail d'agriculteur, le côté éducatif... D'autres par contre sont « scientifiquement prouvés » : la réduction des teneurs en CO₂, la stabilisation des poussières, l'isolation thermique et acoustique des bâtiments, l'équilibrage de la température et de

l'humidité, la rétention des eaux de pluie, la préservation de la biodiversité et le développement d'un maillage écologique, la rentabilisation d'espaces inutiles, l'augmentation de la sécurité alimentaire, etc.

Les inconvénients de ce genre de système sont principalement la concurrence avec les énergies renouvelables (principalement panneaux solaires), l'augmentation probable du nombre d'insectes en ville, et la pollution. A ce propos, il est vrai que la pollution de l'environnement urbain risque de nuire aux cultures, mais il ne faut pas oublier que les terres et eaux des campagnes sont également polluées et ne garantissent pas nécessairement des aliments plus sains qu'en ville. Par ailleurs, l'accès à des surfaces jusque là inutilisées sera peut-être un inconvénient pour les riverains, via l'ouverture de vues sur des espaces privés : les agriculteurs travaillant sur les toits auront vue sur toutes les fenêtres aux alentours, les intérieurs d'îlots, etc. qui ne sont actuellement visibles par personne.

Par ailleurs, si elle continue à se développer, l'agriculture urbaine se heurtera à quelques obstacles, liés principalement à la technique, à la législation, et à l'économie : accès et gestion des surfaces, approvisionnement en eau et électricité, stockage de la production et du matériel, portance des bâtiments, matériel nécessaire, permis pour l'implantation, rentabilité économique, compétitivité par rapport aux produits standards...

De nombreuses réflexions sont encore à mener à différents niveaux, mais l'agriculture urbaine fait son petit bonhomme de chemin à travers le monde. Il est important de rappeler que l'agriculture urbaine et la récupération des surfaces inutilisées n'est pas LA solution, mais bien une des initiatives qui prépare notre société à une transition douce. De nombreux mouvements devront coexister pour répondre au mieux aux besoins urbains. L'agriculture urbaine volontaire favorise en occident les contacts sociaux et la participation citoyenne et, dans les pays en développement, l'autosuffisance familiale et de nouvelles sources de revenus. De même, les productions sont très différentes selon les milieux (urbain-rural) et les hauteurs (sol-toit), puisque l'élevage, les produits maraîchers et la culture céréalière n'ont pas les mêmes contraintes...

Enfin, tous les types d'agriculture ne doivent pas être tenus aux mêmes objectifs de durabilité, aux mêmes propriétés nutritionnelles ou gustatives. Il est cependant important qu'elles aient les mêmes possibilités de divulgation, d'accès à la recherche, de place dans les rayons, à l'innovation et à l'espace. Rééquilibrer les agricultures implique un travail sur l'image et sur le cadre institutionnel : seuls les consommateurs informés de manière transparente sur les conditions de production sont à même de poser des choix cohérents. Et seuls des responsables politiques conscients de la diversité des systèmes agraires existants et possibles seront assez ouverts pour favoriser une pluralité d'agricultures dans le respect des critères de durabilité et de l'environnement.

Mélanie Vesters

¹ Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'OPEP est une organisation intergouvernementale de pays visant à négocier avec les sociétés pétrolières pour tout ce qui touche à la production de pétrole, son prix et les futurs droits de concessions.

² Oficina Nacional de Estadísticas e Información (ONEI) de la República de Cuba

³ Servigne P., Cuba, "la Transition grandeur nature", IMAGINE demain le monde, n°83, Janvier-Février 2011

⁴ Landrin S., Cultiver des légumes dans les bidonvilles pour nourrir l'Afrique, Le Monde, 04/09/2012

⁵ En hydro- et aéroponie, le sol, remplissant les fonctions de support et d'approvisionnement en eau et en éléments nutritifs, est remplacé par des « supports de plantes », substrat neutre et inerte tel que des matières plastiques ou de la laine de roche, et par des arrosages (hydroponie) ou vaporisations (aéroponie) de solutions nutritives à base de sels minéraux. Ces techniques permettent d'accélérer le processus de maturation des fruits et donc génèrent plusieurs récoltes par an.

⁶ Vesters M., Urbanisme agricole et agriculture de récupération de surfaces. une hypothèse réaliste, Mémoire de fin d'étude non-publié, ULB, Juin 2011. Accessible à : http://users.skynet.be/fb462604/Vesters/M/Vesters_Melanie_agriculture_urbaine.pdf

L'ALLIANCE ENTRE AGROÉCOLOGIE ET DROIT À L'ALIMENTATION



Illustration: Marion Sellinet

Une alternative à l'approche classique de type "révolution verte" se prépare aujourd'hui dans les facultés d'agronomie et dans les pratiques des agriculteurs. L'agroécologie, née du croisement des sciences agronomiques et de l'écologie, est à la base d'un ensemble de techniques de production agricole qui visent à une utilisation plus efficiente des ressources, de manière à mieux intégrer l'agriculture à ses écosystèmes et à réduire l'empreinte écologique de la production agricole¹. Elle consiste pour le paysan à chercher à imiter la nature dans son champ. Elle mise sur les complémentarités entre différentes plantes et différents animaux. Elle reconnaît la complexité inhérente aux systèmes naturels. Elle récompense l'intelligence et l'inventivité, là où l'agriculture industrielle prétend décomposer la nature en ses éléments et simplifier, quitte à la rendre monotone, la tâche de l'agriculteur. L'agroécologie conçoit l'agriculture non pas comme un processus qui transforme des intrants (engrais et pesticides) en productions agricoles, mais plutôt comme un cycle, où le déchet qui est produit sert d'intrant, où les animaux et les légumineuses servent à fertiliser les sols, et où même les mauvaises herbes remplissent des fonctions utiles.

Et surtout, l'agroécologie est une manière de répondre aux défis de ce siècle. Rappelons quelques faits. L'agriculture est responsable de 33 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine, dont près de la moitié - 14 % - résulte de pratiques agricoles non durables, et notamment du recours à des engrais de synthèse, source de protoxyde d'azote, un des gaz à effet de serre les plus puissants. En soixante ans, l'efficacité énergétique de l'agriculture industrielle a été divisée par vingt : selon le département

de l'agriculture des Etats-Unis, il fallait en 1940 une calorie d'énergie fossile pour produire 2,3 calories alimentaires, il fallait en 2000 10 calories d'énergie fossile pour produire une calorie de nourriture. L'agriculture pétrolière d'aujourd'hui détruit ainsi rapidement les écosystèmes dont elle dépend, et elle a développé une assuétude à des énergies condamnées à se raréfier, et dont les prix seront à l'avenir à la fois plus volatils et plus élevés.

Par contraste, l'agroécologie est une source de résilience, aussi bien à l'échelle d'une région ou d'un pays qu'à l'échelle du ménage individuel. L'Afrique, où l'on tente aujourd'hui de relancer une nouvelle 'Révolution verte', importe 90 % de ses engrais chimiques, et une plus forte proportion encore des minéraux destinés à fertiliser les sols : c'est une base fragile sur laquelle bâtir une prétendue sécurité alimentaire. Comme les pays, les paysans qui dépendent d'intrants coûteux pour leur production ne sont pas à l'abri des chocs économiques qui peuvent résulter de brutales hausses de prix. A l'inverse, lorsque les biopesticides ou les engrais organiques sont produits localement - comme à travers le compost ou le fumier, ou par l'utilisation de plantes qui peuvent capter l'azote et fertiliser les sols - le coût de la production chute, et les revenus nets augmentent de manière parfois spectaculaire.

Alors, comment expliquer que l'agroécologie ne soit pas plus largement diffusée ? Comment comprendre qu'elle ne figure pas en tête des programmes agricoles des pays qui, aujourd'hui, tentent de relancer leur agriculture ? Plusieurs motifs expliquent sans doute la lenteur des gou-

vernements à en faire un axe prioritaire de leur action. Certains blocages mentaux, sans doute : la conviction, fortement ancrée dans une certaine conception de ce que représente la 'modernisation' agricole, que le progrès passe nécessairement par plus d'intrants, et par l'irrigation et la mécanisation poussées, sur le modèle de la Révolution verte des années 1960. La résistance aussi de certains milieux, ceux des producteurs d'intrants notamment, qui verraient dans le déploiement à grande échelle des pratiques agroécologiques un marché prometteur s'étioler. Enfin, certaines pratiques agro-écologiques sont intensives en main-d'œuvre : elles sont plus aisées à pratiquer sur de plus petites parcelles, où le travailleur agricole est lié à la terre, sur laquelle il investit pour le long terme. L'agroécologie s'oppose ainsi à l'idée que le progrès signifie nécessairement l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre, c'est-à-dire produire plus avec moins de travail et plus de capital. Comment ne pas voir cependant que nous avons besoin aujourd'hui, d'urgence, de développer l'emploi rural, et de miser sur une meilleure productivité non pas des hommes et des femmes, mais surtout des ressources naturelles qui s'épuisent rapidement ?

Mais il y a autre chose encore. Intensive en main-d'œuvre, l'agroécologie l'est aussi en connaissances : elle suppose des transferts de savoirs, elle repose sur les échanges entre paysans, elle les érige en experts - au lieu que la bonne pratique vienne des laboratoires, elle a sa source dans ces lieux d'expérimentation que sont les champs que l'on cultive. En cela, l'agroécologie est source d'émancipation pour les paysans : de receveurs de conseils, elle les érige en co-acteurs, et elle équilibre les rapports entre les détenteurs du savoir et ses utilisateurs - et les paysans se trouvent des deux côtés à la fois. Dans les pays où l'exclusion des paysans de la décision politique a constitué, pendant des années, une des causes majeures du sous-investissement dans l'agriculture et, plus encore, de choix dans les politiques agricoles qui ont sacrifié aussi bien l'équité sociale que la durabilité environnementale, l'agroécologie a donc des effets subversifs puissants.

Olivier De Schutter
Rapporteur spécial des Nations Unies
sur le droit à l'alimentation

1. Pour une discussion des liens entre pratiques agroécologiques et droit à l'alimentation, voy. mon rapport à la seizième session du Conseil des Droits de l'Homme, en mars 2011 ("Agroécologie et droit à l'alimentation", Rapport présenté à la 16ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU [A/HRC/16/49]).

LA CRISE DE L'AGRICULTURE CONTEMPORAINE COMME OPPORTUNITÉ POUR L'AGRO-ÉCOLOGIE.

Comprendre la crise de l'agriculture n'est pas chose aisée et demande d'élargir sa vision à une perspective globale et historique, (ce qui n'est pas l'apanage des praticiens), et de prendre conscience de la difficile condition du paysan ce qui constitue, il faut le reconnaître, un exercice inédit pour les intellectuels...

Pourtant la question nous concerne tous et sa compréhension est vitale.

A la croisée des chemins, le scientifique est prêt aujourd'hui à reconnaître en l'homme de terrain un partenaire de bon sens, précieux pour sa recherche, à fortiori si celle-ci traite de résilience, d'autonomie, d'adaptation locale ou de savoir-faire qui a fait ses preuves, bref de durabilité.

Pourtant l'approche écologique de l'agriculture est bien plus qu'un modèle technique.

« *Issue d'une démarche scientifique attentive aux phénomènes biologiques, l'agro-écologie associe le développement agricole à la protection-régénération de l'environnement naturel* » dit P. Rabhi. C'est une pratique interdisciplinaire conjuguant une approche agronomique, socio-économique, culturelle et aussi politique ; une approche holiste de la crise et de son dépassement et c'est dans cette perspective-là que nous nous situons.

Ainsi chaque observateur de nos campagnes depuis quelques dizaines d'années peut en témoigner : le nombre de fermes diminue et les survivantes s'agrandissent. Ce qui ne veut pas dire qu'elles engagent plus de main-d'œuvre, ce serait plutôt l'inverse : l'énergie fossile (essentiellement le pétrole) semble avoir massivement pris le relais de la paysannerie.

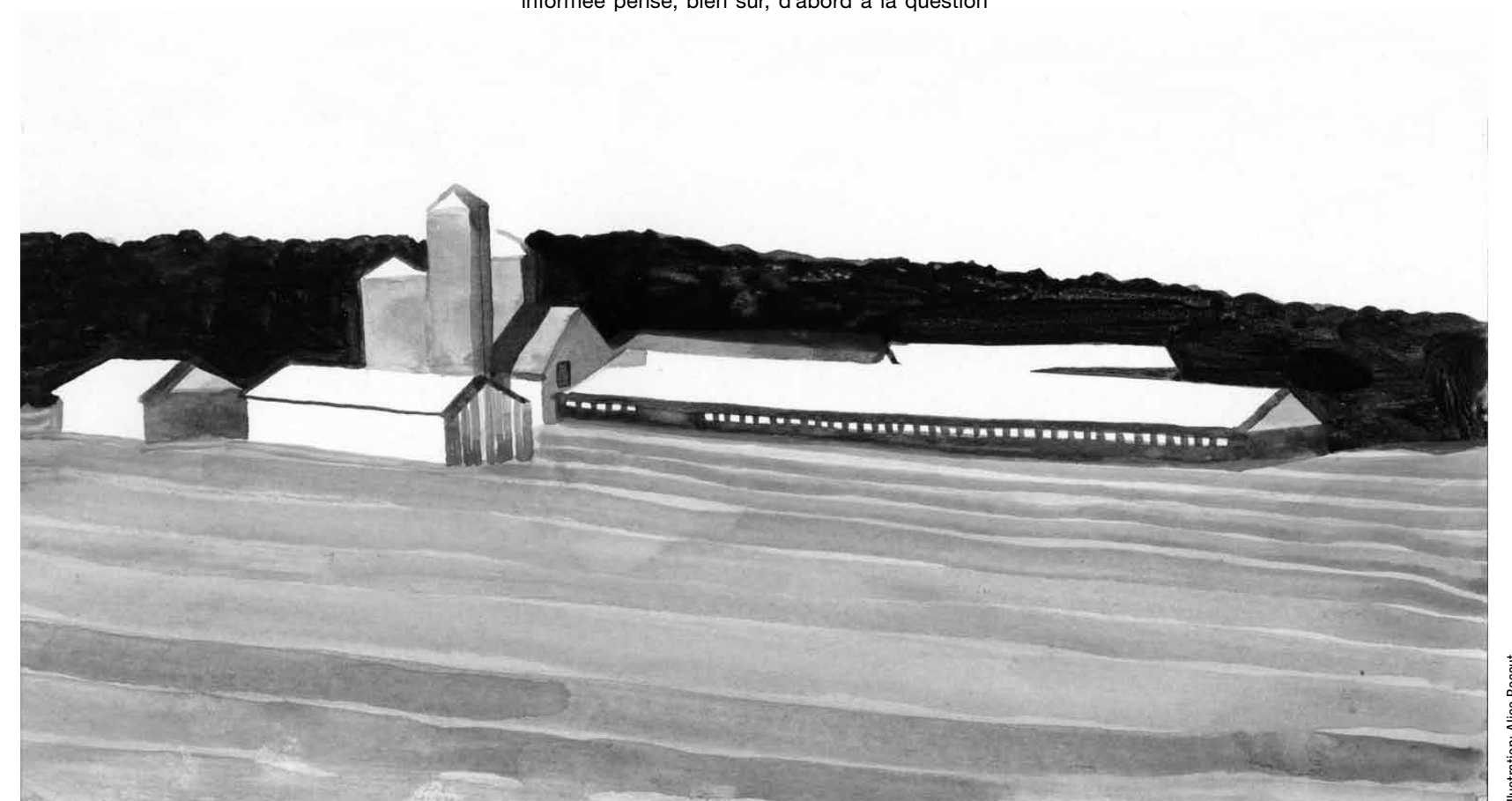


Illustration: Alice Bossat

« *Il n'aura fallu qu'un siècle pour que la catégorie sociale la plus importante dans l'histoire des grandes civilisations humaines, et ce depuis l'avènement de l'agriculture (il y a 10 000 ans), soit pratiquement balayée du paysage du monde du travail* » nous rappelle brillamment A. Ruwet dans l'édition de janvier-février 2013 de *Imagine*. Ceci est loin d'être anodin et mérite toute notre attention à l'heure où beaucoup cherchent du travail et où le pic du pétrole est dépassé.

Car cette évolution n'est pas inexorable et résulte d'une mise en concurrence délibérée entre des systèmes de production (très inégaux en terme de productivité et de coûts), par une globalisation « aveugle » de l'économie alors que les transports sont volontairement sous-estimés.

Cette sélection par le marché nous conduit, certes, à une rationalisation de la production pour les plus grands profits du secteur privé, qui réalise les plus-values, et à court terme de la population dont les dépenses en frais de nourriture diminuent avec la qualité de ce qu'elle avale.

Mais s'il apparaît, comme nous le pensons, que les délocalisations-concentrations qui en résultent entament gravement notre sécurité alimentaire, que nous nous retrouvons effectivement confrontés à toute une série d'impasses qui rendent ce modèle non viable, et qu'en définitive c'était une erreur d'appliquer la logique industrielle à l'agriculture, nos politiques ultra-libérales et les citoyens qui les soutiennent risquent de porter une lourde responsabilité devant les « crash » alimentaires à venir.

Parmi les impasses avérées, toute personne bien informée pense, bien sûr, d'abord à la question

énergétique. Un litre d'hydrocarbure pour produire/transformer/distribuer un kilogramme de blé, c'est trop ! Beaucoup trop ! Dans le contexte de transition écologique qui est le nôtre, cette dépendance doit être drastiquement réduite dans tous les domaines... et ce ne sont pas les agrocarburants qui vont nous sortir de là.

Nos politiques ultra-libérales et les citoyens qui les soutiennent risquent de porter une lourde responsabilité devant les « crash » alimentaires à venir.

L'agriculture industrielle sera fort probablement considérée comme la plus grosse gabegie énergétique de l'histoire ! Vous rendez-vous compte qu'on a remplacé les paysans capables de produire de manière entièrement renouvelable, par des exploitants qui ne savent qu'aggraver le déséquilibre planétaire ?

L'exploitation des ressources ! Voilà la caractéristique majeure du système alimentaire qui nous a conduits à la crise actuelle et qui ne pourra que se renforcer jusqu'à la fin : car que se passe-t-il lorsque l'on puise dans une ressource sans se préoccuper de son rythme de renouvellement ? On l'épuise ! Elle s'épuise...

Il en va ainsi de l'exploitation de toutes les mines de la croûte terrestre dont notre complexe agro-

chimico-militaro-industriel a tant besoin (et qui en préfigure la fin), mais aussi de l'eau potable, de la terre arable, de la biodiversité, de l'équilibre climatique,... et des compétences paysannes. Comme si, dans sa folle logique de développement, tendue vers le profit maximal, était intégrée la destruction de ses moyens.

Protéger la vie en général et l'agriculture en particulier, c'est s'opposer aujourd'hui au pouvoir des corporations transnationales et des grands trusts financiers. C'est un acte politique urgent.

Inutile de poursuivre ce macabre énoncé: vous aurez compris que la crise est structurelle et qu'il n'est pas nécessaire de s'enfoncer plus loin dans l'erreur ! La persévérance à ce stade serait criminelle. Il nous faut renoncer à une certaine idée de l'opulence, remiser nos vieilles idées sur le progrès (que l'on confond encore trop souvent avec l'innovation) et rompre avec la logique capitaliste,

si nous voulons réaliser les changements de société nécessaires, radicaux et durables.

« *La nouvelle logique à construire devra tourner le dos au productivisme, intégrer la donne écologique, éradiquer les différentes formes d'oppression (raciales, patriarcales...) et promouvoir les biens communs* », résume très bien Éric Tous-saint du CADTM.

Il ne s'agit bien sûr pas "que" d'alimentation. Alors qu'un humain sur sept s'endort la faim au ventre, on nous parle de crise financière, économique, écologique : tout est lié, mais nous pensons qu'en visant la souveraineté alimentaire grâce à l'agro-écologie nous donnerons la chance à notre économie de se brancher sur un nouveau moteur largement éprouvé : l'humain, ses besoins et les énergies vraiment durables dont il dispose localement.

Ainsi, nous estimons qu'une agriculture écologique durable est non seulement à même de nourrir la population, mais que c'est une des meilleures façons de refroidir la planète, en fixant plus de carbone (sous forme de bois et humus) qu'on en émet, et cela, sans recourir aux agrotoxiques et OGM qui nous empoisonnent.

Cette option nous engage aussi dans la construction de sociétés plus justes pour les producteurs

et les consommateurs, en favorisant le dialogue et les échanges propices à la rencontre des intérêts à long terme.

Protéger la vie en général et l'agriculture en particulier, c'est s'opposer aujourd'hui au pouvoir des corporations transnationales et des grands trusts financiers. C'est un acte politique urgent. Mais la classe politique semble désinformée ou bien paralysée pour y arriver. Fort heureusement, la conscience politique citoyenne gagne en la matière, notamment grâce à des médias comme le vôtre, et on observe une grande convergence associative et de l'économie sociale autour de ces questions, avec de timides réalisations à la clef qui nous redonnent l'espoir.

Au niveau individuel, l'engagement pour la simplicité volontaire et vers l'autonomie alimentaire nous semble refléter la position citoyenne la plus cohérente actuellement... jusqu'à ce qu'une large frange de la population active (ou inactive, mais sensible) soit retournée à la terre.

En tant qu'organisation paysanne, c'est notre mission de l'accompagner, en sauvant et transmettant un maximum de graines de résilience.

Thomas Lauwers, pour le MAP



LE MONDE SELON MONSANTO

Film documentaire de Marie-Dominique Robin, ARTE France Développement, 2008, 109 min.

Largement salué par la critique, ce documentaire dresse un portrait accablant de la multinationale

Monsanto en parcourant l'histoire de certains des désastres dont elle s'est rendue responsable (agent orange, aspartame, hormones transgéniques de croissance, PCBs), ses pratiques d'influence suspectes, son échelle mondiale et la catastrophe génétique et phytosanitaire qu'elle est en train d'organiser. Avec des reportages aux États-Unis, Canada, Inde, Mexique et Amérique Latine. Le voyage commence en région parisienne où deux jardiniers du dimanche se demandent ce qui a changé entre la bouteille de pesticide Roundup biodégradable et celle de Roundup qui n'est plus biodégradable. Réponse: un jugement qui a interdit la publicité mensongère de Monsanto. Il se termine au Paraguay, où le soja transgénique est entré illégalement, et a proliféré au point que l'État a finalement du acter le fait accompli. Là-bas, les cultures vivrières disparaissent pour laisser place au soja Monsanto destiné à nourrir les bêtes européennes, et les paysans se meurent des pulvérisations massives de pesticides. Un film de combat.



AUX TRAVAILLEURS. OÙ EST L'ISSUE? LE GRAND CRIME.

Léon Tolstoï, éd. Le pas de côté, 2012

Magnifique nouvelle maison d'édition, « Le pas de côté » propose Aux tra-

vailleurs après L'esclavage moderne, des textes peu connus de Tolstoï. Anarchiste et chrétien, considéré comme l'un des pères de la non-violence, l'auteur propose dans ce recueil de trois textes (initialement publiés en 1901, 1903 et 1905) une critique acerbe du capitalisme. Mais également de l'Etat et du socialisme, théorie jugée spéculative qui propose d'envoyer les paysans à l'usine, « *qui considère la multiplication des besoins comme un indice de civilisation* » (p. 27) et qui dresse les gens les uns contre les autres. Tolstoï estime que la solution se trouve dans la capacité des paysans à réclamer leur droit d'accès à la terre et à refuser la propriété foncière. « *Ainsi, les ouvriers qui ont déjà abandonné la terre pour la fabrique ne sauraient eux-mêmes rien espérer des syndicats, associations, grèves, promenades enfantines du 1er mai avec drapeau déployé, etc.; ce qui leur est nécessaire, c'est de chercher les moyens de s'affranchir de l'esclavage des fabriques et de revenir à la vie des champs. Or, ce qui s'y oppose le plus, c'est l'accaparement de la terre par les propriétaires qui ne la travaillent pas. C'est elle que les travailleurs devraient réclamer, exiger de leur gouvernants; et en l'exigeant, ils revendiqueraient d'ailleurs un bien qui leur appartient, le droit absolu, essentiel, propre à chaque animal: celui de vivre sur la terre et de s'en nourrir, sans avoir à en demander à quiconque la permission* ». (pp. 38-39).



Parole de terre
Une initiation africaine
préface de Yohadi Memahim

PAROLE DE TERRE. UNE INITIATION AFRICAINE.

Pierre Rabhi, Albin Michel, 1996.

Ce livre suit Du Sahara aux Cévennes où l'auteur expliquait son parcours et son activité de « paysan philosophe ». Dans Parole de Terre, livre en forme de conte, il raconte les effets du « développement » agricole dans les pays du Sud en donnant la parole, souvent poétique, à Tyemoro, personnage principal du récit. Il propose par effet miroir une vision incarnée de l'occident qui n'est, disons, pas celle que l'on trouve à la télévision. Au cœur de l'ouvrage, l'attention au besoin comme à la nécessité de maintenir vivant le lien entre les hommes, les plantes, les animaux, l'univers: « *Ainsi, comme avec la terre nourricière, chaque peuple doit apprendre à rétablir le lien avec les richesses issues de son terroir pour sa liberté, s'ouvrir aux richesses des autres peuples et leur prodiguer celles qu'il peut, dans un esprit de grande fraternité entre tous les êtres humains* ». (p. 211).

ET AUSSI

POUR ALLER PLUS LOIN

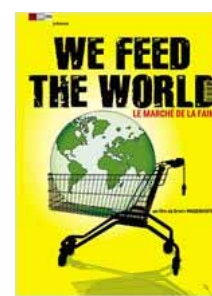


LES PAYSANS 60 ANS DE RÉVOLUTIONS

Film documentaire de Karine Bonjour et Gilles Perez, France Télévisions Distribution, 2010, 161

minutes. En trois épisodes: 1. La révolution, 2. La frustration, 3. La mutation.

Quarante témoignages de paysans donnent sa sève à ce documentaire qui retrace les grandes étapes de l'évolution agricole en France, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. La « déprise » et le recul des terres agricoles, la mécanisation, l'industrialisation, l'endettement, la PAC et ses subventions, l'horreur du « remembrement » de E. Pisani, les différences de traitement entre paysannes et paysans, l'image des agriculteurs dans la population et ce qu'en pensent les intéressés, le rôle des syndicats, etc. Une large fresque est dressée de ceux qui nous nourrissent et de ce qu'ils vivent. La lecture est approfondie et critique, surtout d'ailleurs dans la bouche de ceux qui témoignent. Ainsi ce père regardant ses enfants qui reprennent l'exploitation: « *On était heureux malgré tout, et on avait du temps [dans les années 50]. Maintenant ils sont débordés, j'sais pas comment qu'ça s'a fait, y'a tout le matériel et ils sont débordés* ».



WE FEED THE WORLD LE MARCHÉ DE LA FAIM

Film documentaire de Erwin Wagenhofer, scénario Jean Ziegler, Production Helmut Grasser, 2007, 96 min.

« *Pourquoi les tomates font 3.000 kilomètres à travers l'Europe, pourquoi les Africains émigrent vers les pays du Nord, et comment nos légumes se retrouvent à être vendus sur es marchés Africains* ». Voilà le genre de questions auxquelles le film s'attache à apporter des réponses. On y croise des pêcheurs bretons, un céréalier un éleveur de volaille (400.000 poulets par semaine) autrichiens, des immigrés en quasi-esclavage à Alméria-Espagne, Jean Ziegler, ex-rapporteur spécial à l'ONU, et également un Monsieur étrange de la firme Pioneer. Karl Otok, directeur de la production de Pioneer-Roumanie, premier producteur de semences au monde. « *Bien avant qu'on arrive en Roumanie, on avait déjà foutu en l'air l'Europe de l'Ouest. Et maintenant on va détruire toute votre agriculture* » lache-t-il à un agronome Roumain entre deux considérations sur le goût de chiotte de l'aubergine transgénique. « *We feed the world* » est un slogan de Pioneer, présent dans 120 pays.



LE LIVRE NOIR DE L'AGRICULTURE. COMMENT ON ASSASSINE NOS PAYSANS, NOTRE SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT.

Isabelle Saporta, Librairie Arthème Fayard, collection Pluriel, 2010.

Un condensé d'investigation sur les dessous cachés du productivisme agricole en France.

Cochon, maïs, eau, patates, tomates, pommes, blé, pesticides, sont passés au crible de l'enquête.

Ainsi les porcs sélectionnés pour leur vitesse d'engraissement, élevés sous hangars, sans lumière du jour, dans des conditions d'entassements ubuesques, saturés d'antibiotiques, castrés, préalablement édentés pour éviter le carnage que provoquerait autrement le confinement, nourris de tourteaux de soja OGM et de déchets organiques industriels, parfois de déchets industriels tout court. La portée de 30 porcelets excède le nombre de tétine de la truie? Les surnuméraires sont « toqués » au marteau contre le caillbotis, histoire ne pas perdre d'argent. Un système même pas cochon, dont la logique mortifère est clairement identifiée: le productivisme.



PANIK DANS LES SCIENCES!

« *Sélection de la programmation transversale consacrée aux relations entre sciences et société* », 1er - 31 mars 2012, coordination de Sarah Fautré. CD édité par Radio Panik www.radiopanik.org

Attention: 24 heures d'écoute sur un ton libre, documenté et critique ! Les sujets abordés vont de la biométrie, au nucléaire en passant par l'homme augmenté, l'enseignement des sciences, la poésie pour explorer le cosmos intérieur, les grandes inventions de la chine antique, et bien d'autres choses encore. On notera ici trois plages particulières: « *Ces experts qui nous font tout avaler - sécurité alimentaire, experts scientifiques et conflits d'intérêts* » (59 m 50s), « *Abeilles/OGM: une impossible coexistence* » (1h07m48s) et une lecture: « *Monsanto, l'agent orange et les guerres américaines* » (16m).



REVUE VALÉRIANE

La revue de Nature & Progrès Belgique, consacre le dossier de son numéro 99 de janvier/février 2013 aux OGMs. Intitulé: « *L'OGM est incompatible avec la citoyenneté* », il propose une analyse serrée de « l'échec du système OGM », un retour sur l'étude du professeur Seralini et ses enseignements, une explication sur « *les limites scientifiques de l'expertise sur les OGM* » et un démonstration de la dépendance des experts censés évaluer la toxicité des OGM.

Revue disponible par abonnement.

www.natpro.be

LA RÉVOLUTION ALIMENTAIRE À L'AUBE DU MARCHÉ EUROPÉEN.

Roland Willaume et Jeanne Vercheval-Vervoort, Archives de Wallonie, 1991.

Une enquête photographiée sur l'évolution du travail des paysans wallons de 1900 à 1990. De magnifiques photographies agrémentées de commentaires explicatifs, légendes et analyses qui permettent de mieux saisir la réalité agricole du siècle passé et l'évolution qui a eu lieu.



LA PERTINENCE DE L'ESCARGOT. EN ROUTE VERS LA DÉCROISSANCE!

Jean Cornil, Bernard Legros, Sang de la Terre, 2012.

Deux objecteurs nt, lectures, rencontres et expérimentations ont abouti à remettre en cause le postulat central de nos sociétés occidentales: il faut toujours plus de tout, tout de suite, c'est le progrès, que l'on n'arrête pas. La mise en cause et l'abandon qui s'en suit de cette illusion intenable crée la possibilité d'une plus grande cohérence, à la fois dans la vie et les engagements, en permettant de réconcilier ce qui ne pouvait pas l'être. Ensuite, que faire? Les auteurs dressent un constat sévère, c'est à dire sans faux-fuyants: le monde ne va pas bien, et l'individualisme triomphant ne facilite pas l'émergence d'alternatives fortes et pourtant nécessaires. Mais la pertinence de l'escargot n'est pas d'être sombre ou pessimiste, au contraire. Le livre est tout entier traversé d'engagements et de convictions, d'idées et de propositions, d'espoir et de volonté. Une belle manière de se familiariser avec l'objection de croissance.

LANCEMENT DE LA FERME DU BIODROME À BRUXELLES

Bonjour,

J'ai le plaisir de vous annoncer la création d'une nouvelle asbl "La Ferme du Biodrome", dont je suis un des membres fondateurs.

La Ferme du Biodrome est un projet en devenir, dont l'objet est d'établir une ferme urbaine éducative sur le site de l'actuel Hippodrome de Boitsfort. Nous avons actuellement besoin de soutien, tant de la part des habitants de la Région bruxelloise que de certaines ASBL-partenaires, afin de démontrer aux pouvoirs publics l'importance que représente cette potentielle future ferme pour notre capitale.

Vous trouverez de plus amples informations concernant ce projet sur notre site WEB: www.biodrome.be. Plus encore, si vous souhaitez nous apporter votre aide, n'hésitez pas à nous contacter au plus vite (à l'adresse lebiodrome@gmail.com) et à diffuser le plus largement possible ce message.

En vous remerciant d'avance pour l'intérêt que vous marquerez à cet ambitieux projet,

Bien à vous,

Gil LAURENT

**Président de l'ASBL
La ferme du Biodrome
Bruxelles - Belgique
0497/276617**

MESSAGE D'EKTA PARISHAD

« Après leur victoire en octobre dernier lors de "la grande marche pour la justice Jan Satyagraha", et après la venue de Rajagopal à Bruxelles au début décembre, ne croyez pas que nos amis Indiens se reposent... Comme annoncé en décembre, la jeune volontaire française qui collaborait avec Ekta Parishad en Inde pour nous donner des nouvelles régulières est rentrée dans son pays; d'autres volontaires européens ont repris la relève et devraient d'ici peu nous proposer à nouveau des lettres régulières d'information. Car bien sûr, tous les groupes Ekta Parishad dans le pays continuent à mobiliser, à former, à accompagner les communautés villageoises.

En attendant, nous recevons des nouvelles de Ramesh Sharma - le principal "négociateur" de l'équipe Ekta avec les autorités de Delhi - sur les différentes démarches qui ont lieu pour concrétiser les résolutions de l'accord du 11 octobre : réunions de comités, écriture de textes législatifs, visites d'officiels sur le terrain, etc.

Mais tout cela n'empêche pas que, dans de nombreux coins du pays, des communautés doivent toujours se battre (de façon non-violente) pour revendiquer leurs droits. Parmi d'autres, je vous ai traduit une lettre de Rajagopal, reçue la semaine passée, qui nous invite à soutenir la lutte de centaines de villageois dans l'état d'Orissa (aujourd'hui Odisha) qui se battent depuis des années contre une entreprise sud-coréenne. Un petit geste pour nous, mais qui peut avoir son impact là-bas.

Pour Ekta Parishad - Belgique,

Jacques Vellut

LA LETTRE DE RAJAGOPAL P.V.

Chers amis,

Je vous écris pour faire appel à votre solidarité en faveur du peuple de Dinkia et des villages environnants dont la lutte contre la société coréenne POSCO a pris une tournure dangereuse à cause des mesures prises récemment par le gouvernement.

Au début de leur lutte, les populations locales essayaient de protéger 1.700 ha de terres. Au cours des 5 dernières années, ils ont déjà perdu 50% des terres qu'ils essayaient de protéger, ces terres ont été acquises par la société POSCO pour la construction d'un port de mer. Je sais que, même au sein du gouvernement, il y a des gens qui pensent qu'il n'y a pas besoin d'un nouveau port de mer, alors qu'il y a déjà un port de mer à Paradeep et qu'il n'est pas pleinement utilisé. Les populations locales ont absolument raison quand elles disent que, conformément à la récente Loi sur les droits forestiers, leur revendication pour obtenir des terres doit d'abord être réglée avant que des terres ne soient cédées à cette société. Il est tout à fait injustifié que le gouvernement tente de se soustraire à une loi pour en imposer une autre. Une fois que les gens auront des titres de propriété sur les terres qu'ils cultivent actuellement, ils décideront librement s'ils veulent céder leur terre ou non. Mais les forcer à quitter leurs terres sans examiner leurs revendications est juste un moyen sournois pour éviter de devoir leur payer une indemnité.

En raison de la lutte du peuple, un règlement négocié avait été conclu avec le gouvernement pour suspendre toutes les acquisitions de terres. Mais maintenant, le gouvernement a repris ses efforts pour acquérir les 50% restants de la terre, malgré la décision du 30 mars 2012 du National Green Tribunal de suspendre le projet en vertu des droits environnementaux et forestiers. Comme on peut le comprendre, les gens s'opposent vivement à cette volte-face du gouvernement. La lutte est devenue plus rude, mais les gens sont prêts à sacrifier leur vie pour protéger la terre sablonneuse qui les a nourris pendant des générations. Les femmes et les enfants sont à l'avant-garde de cette résistance, physiquement et symboliquement. On me signale que 18 pelotons de police ont été déployés pour mettre fin à toute résistance à l'acquisition de terres.

Lors de ma 4e visite au village de Dinkia (district de Jagatsinghpur, en Odisha), une question m'est revenue plusieurs fois à l'esprit : "Pourquoi le gouvernement de l'Odisha s'entête-t-il à satisfaire les intérêts d'une société coréenne en dépit de toutes les résistances que les gens ont mis en place au cours de ces 5 dernières années ?" L'autre question que se pose la population est de savoir pourquoi tant de gens devraient être expulsés de leurs emplois traditionnels comme la pêche, la culture du riz, et la culture et la commercialisation de la noix de bétel, dans le but de créer des emplois pour une poignée de gens "instruits". Il est difficile de trouver une réponse à ces questions. Peut-être le

gouvernement a-t-il décidé d'ignorer toutes questions raisonnables et préfère-t-il utiliser la force et la police pour offrir ces terres à POSCO.

Il est temps pour nous de montrer notre solidarité avec les populations qui ont fait tout ce qui était possible pour protéger les ressources qui leur permettent de vivre. Nous devons faire pression sur le gouvernement pour qu'il renonce à ses tactiques de déplacer tant de gens pour le seul profit des entreprises et pour l'inciter à agir dans l'intérêt du peuple.

S'il vous plaît, signez sans attendre la pétition sur <http://tinyurl.com/support-anti-posco-struggle>.

Si possible, écrivez aussi directement au Ministre en chef de l'Odisha (cmorissa@nic.in) et au Secrétaire général de l'Odisha (csori@ori.nic.in).

Solidairement,
Rajagopal P.V

Vous pouvez aussi aller sur ce lien

<http://www.change.org/fr/pétitions/chief-minister-of-odisha-stop-diversion-of-forest-land-use-of-police-force-against-residents>

Kairos

Kairos, projet coopératif et bénévole, repose sur une équipe engagée, se nourrit d'apports divers et variés, se veut avant tout un journal d'opinion, résistant, d'ouverture et collectif. Il n'est lié à aucun parti ni aucun syndicat. Journal promouvant les valeurs de l'objection de croissance, il défend la liberté et l'esprit critique, et par là le sens des limites et le respect de la nature vivante.

Kairos veut rompre avec les idéologies dominantes de la société : consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travailisme et employabilité, compétitivité, concurrence et « libre-échange »... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature et de négations de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. Notre journal s'écrit avec la conscience que la vie est forte mais l'existence fragile, que tout est éphémère.

Kairos dénonce l'esprit de la machine : le productivisme, logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la nature et de l'humain.

Kairos cherche à comprendre et recherche donc les forces et les logiques passées, présentes, et celles qu'on nous prépare, qui font le monde tel qu'il est et devient.

Kairos sait que l'individu ne peut pas tout mais qu'ensemble tout est possible, le meilleur comme le pire. Notre questionnement ne concerne donc pas que les structures lointaines du pouvoir mais aussi la possibilité d'agir de chacun, seul et associé, ici et maintenant.

Kairos propose d'autres possibles, qui souvent existent déjà ou ont existé. Sortir du seul pessimisme dénonciateur et retrouver les voies de sociétés décentes, des sociétés qui n'humilient pas et de bonheurs simples. Des sociétés décentes dans lesquelles la justice est ardemment recherchée par le plus grand nombre, y compris par les dirigeants et les institutions. Des sociétés dans lesquelles les plus forts n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation ; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone, ...) et leurs stéréotypes associés.

Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des hommes est donc reconstruite et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de la solidarité. Des sociétés qui savent s'autolimiter, qui refusent le « sens-unique de l'histoire » et chrissent les connaissances précieuses du passé, indispensables pour l'avenir.

Kairos s'inscrit dans son temps, qui est un « moment opportun », celui de la conjonction des crises et de l'espoir d'un bouleversement des consciences.

Kairos n'existe que grâce à ses lecteurs qui, comme nous, pensent qu'il est tard déjà et que maintenant est le moment d'agir.

SOUTENEZ-NOUS: ABONNEZ-VOUS! 5 NUMÉROS + 1 SPÉCIAL*

Kairos – Journal antiproduktiviste pour une société décente

BELGIQUE

Personnes

> Abonnement simple

18 euros

> Formule de soutien**

30 euros 50 euros Plus

Organisations

> Abonnement simple

40 euros

> Formule de soutien**

60 euros 80 euros Plus

FRANCE

Personnes

> Abonnement simple

24 euros

> Formule de soutien**

30 euros 50 euros Plus

Organisations

> Abonnement simple

44 euros

> Formule de soutien**

60 euros 80 euros Plus

Nom***: _____ Prénom***: _____

Rue*** : _____ Numéro : _____ Code postal : _____

Ville*** : _____ Pays*** : _____

Adresse électronique ou téléphone (facultatifs) : _____

> A retourner à: **Respire asbl, Rue Joseph Coosemans, 32, 1030 Bruxelles**

Virement bancaire à l'ordre de
Kairos – asbl Respire sur le compte: 979-6411697-02
IBAN BE32 9796 4116 9702 – BIC ARSPBE22

Chèques
non acceptés
en Belgique

Renseignements:
Tél. (00 32) 485/057 744 - (00 32) 488 200 175
Courriel: info@kairospresse.be
Site: www.kairospresse.be

* Abonnement valable à partir du numéro suivant réception du virement

** Abonnement simple + Don

*** Remplir EN LETTRES MAJUSCULES